l'Opinion

Quotidien libéral // politique, économie, international

N° 2784 DATÉ DU 13 JUIN 2024
3 €

Le nouveau défi de Boeing : apprendre à des novices comment fabriquer un avion

Notre cahier exclusif
THE WALL STREET JOURNAL.

La démocratie les mains liées

La dissolution est donc, à en croire Emmanuel Macron, « un choix de clarification » de l'offre politique qui fait « tomber les masques » et pousse les extrêmes à « des alliances contre nature ». A gauche avec le rafistolage en urgence absolue d'un nouveau Front populaire autour de La France insoumise. A droite avec le ralliement au Rassemblement national du futur ex-président des Républicains, Eric Ciotti. La stratégie présidentielle d'éradication des partis de gouvernement franchit donc une nouvelle (dernière ?) étape, avec l'installation de trois blocs ultra-dominants dont, au centre, le « bloc progressiste, démocratique et républicain » de la macronie.

Mais si, plutôt que de clarification, il fallait parler de coercition ? Celle qui va s'exercer, lors des prochaines élections législatives, sur les électeurs qui ne se reconnaissent ni dans les idées de Marine Le Pen, ni dans celles de Jean-Luc Mélenchon. Ils sont en France des millions à avoir cru en la capacité du jeune chef de l'Etat à faire bouger le pays et reculer le parti de Marine Le Pen, des millions à avoir perdu confiance, des millions qui n'auraient plus d'autre choix que de s'abstenir ou de se contraindre à voter pour la soi-disant « clarification » ? Dans un scrutin majoritaire à deux tours, la prime aux puissants est considérable, elle incite au vote utile, elle écrase les chances d'un Place publique, ou d'un LR devenu trop petit. Voter pour la clarification, ce sera pour beaucoup de Français glisser son bulletin dans l'urne en ayant les mains liées.

Au demeurant, Emmanuel Macron lui-même aura désormais les mains liées. N'ayant aucune chance d'obtenir une majorité aux législatives, le voilà contraint de quémander des ralliements à gauche et à droite, et de proposer de « coconstruire » avec les éventuels transfuges un programme de gouvernement, y compris après les élections. Clarification, niveau zéro.

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

La dissolution provoque une recomposition express du paysage politique. Entre le Rassemblement national et le Front populaire, le chef de l'Etat cherche le salut dans l'extrême centre

Macron dans la tenaille des extrêmes

KAK

Sandwich

Lors d'une conférence de presse, mercredi, le chef de l'Etat a lancé un appel au « sursaut » et au « rassemblement » pour les élections législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet et dénoncé les « deux extrêmes » que représentent LFI et le RN. Après sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, le président de la République a justifié le seul choix qui « permet la clarification des choses ».

François-Xavier Bourmaud

Coincé sur sa droite, coincé sur sa gauche, Emmanuel Macron tente de s'extirper de la tenaille des extrêmes. Trois jours après l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale, le président de la République a donné, mercredi à Paris, le coup d'envoi d'une campagne éclair. Dix-sept jours pour survivre. Dix-sept jours pour éviter l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national. Dix-sept jours pour obtenir par les urnes ce qu'il a échoué depuis deux ans à construire avec les partis : une coalition de gouvernement, majoritaire à l'Assemblée nationale. Dix-sept jours donc, pour achever la recomposition du paysage politique entamée en 2017. C'est parti très fort.

A droite, Eric Ciotti balance par-dessus bord le tabou de l'alliance avec le RN. « Un pacte du diable », selon le chef de l'Etat. Depuis, les Républicains explosent. A gauche, le PS balance par-dessus bord l'ensemble des critiques, notamment les accusations d'antisémitisme exprimées durant la campagne des élections européennes à l'égard de la France insoumise. Depuis la gauche se rassemble sous la férule de Jean-Luc-Mélenchon derrière la bannière d'un nouveau Front populaire. En deux jours, les lignes ont davantage bougé que durant les sept dernières années.

Contradictions. « Les choses sont simples, résume le chef de l'Etat. Nous avons des alliances contre-nature aux deux extrêmes (...) Des bricolages d'appareil, mais en aucun cas des majorités pour gouverner ». Dès lors, Emmanuel Macron a beau jeu de pointer les contradictions des nouvelles alliances. Eric Ciotti défendait la retraite à 65 ans, Marine Le Pen proposait de revenir à « 60 ou 62 ans, on ne sait plus très bien ». Eric Ciotti jugeait le gouvernement laxiste sur les dépenses publiques, Marine Le Pen propose 100 milliards d'euros de dépenses supplémentaires. Quant à l'union de la

| | | *Pages 2 à 5*

Le malaise de la droite européenne face à la crise des Républicains

Cordon sanitaire

La tambouille interne des Républicains n'a jamais été surveillée aussi attentivement depuis Bruxelles. Leurs partenaires de droite au Parlement européen, réunis au Parti populaire européen (PPE), étaient très gênés mercredi à Bruxelles. L'exclusion à l'unanimité d'Eric Ciotti dans l'après-midi ne clôt pas l'affaire, car plusieurs de ses proches ont été élus eurodéputés.

Le PPE refuse tout accord avec l'extrême droite du groupe Identité et démocratie (ID), dont fait partie le Rassemblement national. Le cordon sanitaire est bien plus strict à Strasbourg qu'à Paris. Durant la campagne pour les européennes, le président du PPE Manfred Weber a fait de la lutte contre l'extrême droite un argument central. Mercredi, le parti s'est refusé à commenter officiellement la situation française, celle-ci étant « hors de contrôle » et le sujet très sensible, comme le résumait une source proche. « Nous sommes préoccupés parce que le RN n'est pas un partenaire pour nous », explique l'eurodéputé PPE Andreas Schwab. « Si LR prend vraiment ce chemin, il n'y aura plus de place au sein du PPE pour ce parti autrefois fier, qui se marginalise par une telle ingratitude », déclare à Euractiv le député allemand Jürgen Hardt, porte-parole de la CDU/CSU sur la politique étrangère.

Mardi en réunion de groupe européen, le chef de la délégation française, François-Xavier Bellamy, s'est exprimé en anglais pour rassurer ses alliés. Un accord avec le RN « serait contre-productif », selon lui. Restent trois proches d'Eric Ciotti devenus eurodéputés dimanche. Céline Imart, numéro deux de la liste, qui a exprimé son « soutien total » au niçois, Christophe Gomart, numéro trois - tous deux ont été cités par Eric Ciotti comme approuvant sa stratégie -, et enfin le niçois Laurent Castillo. Mercredi soir, Céline Imart a déclaré se ranger aux côtés du parti pour se consacrer à son mandat d'eurodéputée.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)
@JadeGrandin

Assiégé et isolé, Ciotti exclu de LR


SIPA PRESS

L'ex-président des Républicains a été évincé mercredi à l'unanimité lors du bureau politique du parti. La nouvelle direction du mouvement est assurée par Annie Genevard et François-Xavier Bellamy. Le député des Alpes-Maritimes conteste son éviction.

Page 3

Le plan budgétaire du RN s'il arrive au pouvoir

En cas de victoire, le parti promet des mesures de réduction du déficit malgré une baisse coûteuse de TVA sur l'énergie *Page 3*

Sans confiance des marchés financiers, pas de salut politique

A son tour, l'agence de notation Fitch alerte sur l'incertitude de la trajectoire budgétaire et des réformes en France *Page 5*

Assurance-chômage : la réforme bientôt enterrée ?

Emmanuel Macron s'est montré ouvert à des compromis sur le sujet ce mercredi lors de sa conférence de presse *Page 6*



Macron dans la tenaille des extrêmes

| | | ***Suite de la page 1***
gauche, « Léon Blum doit se retourner dans sa tombe en pensant qu'on a appelé Front populaire une alliance électorale qui permettra de donner 300 circonscriptions à LFI. Et donc à des gens qui ont assumé très clairement de ne pas condamner l'antisémitisme ».

Déjà, la dissolution produit ses effets de clarification, selon le chef de l'Etat. « Depuis dimanche soir, les masques tombent, observe Emmanuel Macron. La bataille des valeurs éclate au grand jour, une épreuve de vérité entre ceux qui veulent faire prospérer leur boutique et ceux qui choisissent de faire prospérer la France ». Il va donc falloir choisir son camp. Le Président en désigne trois : le bloc d'extrême droite, le bloc d'extrême gauche et le « bloc central », le sien, « progressiste, démocratique et républicain ».

Ruine et chaos. Un extrême centre ouvert aux Républicains ulcérés de la décision d'Eric Ciotti de rallier le RN, aux socialistes écœurés du ralliement d'Olivier Faure à Jean-Luc Mélenchon, et bien au-delà. « Des sociaux-démocrates, des radicaux, des écologistes, des démocrates-chrétiens, des gaullistes et, plus largement, beaucoup de nos compatriotes qui ne se reconnaissent pas dans la fièvre extrémiste », résume Emmanuel Macron. Raphaël Glucksmann et ses électeurs sont dans le viseur, une des clés de la coalition à bâtir. « On peut se retrouver, se rapprocher, assure un cadre de Renaissance. Le résultat des élections européennes montre qu'il y a une déperdition du macronisme en sa faveur ». Hors ce bloc central, point de salut. La ruine et le chaos. Le déclassement et la perte d'influence. C'est le sens du message du chef de l'Etat.

La constitution de ce bloc central demeure toutefois assez floue. Il pourra se constituer « d'ici l'élection » mais aussi « une fois l'élection passée » grâce à un « dialogue rassemblé et non rallié » autour d'une « fédération de projet » ou d'une « plateforme d'action ». Quant au programme, Emmanuel Macron avance une promesse « d'autorité républicaine » et de « fermeté » dans le respect des « valeurs » de la République, annonce « un grand débat sur la laïcité », propose l'interdiction des téléphones portables « avant 11 ans »

Le Premier ministre a relayé auprès du Président les craintes de le voir omniprésent pendant les quelques jours qui mènent au premier tour le 30 juin. Emmanuel Macron a obtempéré, il va essayer de s'effacer

et des réseaux sociaux « avant 15 ans », assure que les retraites seront bien indexées sur l'inflation, suggère de « supprimer un échelon territorial », promet « un meilleur contrôle » des mineurs non-accompagnés, prévient qu'il va « répondre à ce sentiment qui existe d'impunité », confirme la construction de huit réacteurs nucléaires… Et il lâche du lest aussi.

Pas sur les vingt milliards d'euros d'économies à réaliser pour le budget 2025 mais sur la réforme de l'assurance-chômage. « Si certains veulent l'améliorer, la changer, je ne peux pas vous dire "c'est intangible" ». Sur la réforme de l'audiovisuel public aussi qui « doit se reprendre dans l'apaisement ». Après tout, le sort de tous ces textes dépendra de la nouvelle Assemblée nationale. Emmanuel Macron n'a plus tout à fait la main. Plus son bloc central sera large, moins il l'aura. Voire plus du tout si l'alliance entre le RN et Eric Ciotti parvient à obtenir la majorité.

Avec Jordan Bardella à Matignon, il se cantonnera aux prérogatives constitutionnelles accordées au président de la République. L'international et les commémorations. Mais il ne démissionnera pas. « C'est absurde, évacue-t-il. Je veux tordre le cou à ce canard qui n'existe pas ». L'hypothèse a circulé pourtant, alimentée par le rejet dont il fait l'objet, jusque dans son propre camp. Sur le terrain, des militants Renaissance l'implorent de ne pas s'impliquer dans la campagne. Ça fait perdre des voix. Pendant les élections européennes, les tracts affichant la tête d'Emmanuel Macron étaient rejetés, ceux avec la tête de Gabriel Attal partaient mieux.

Le Premier ministre a relayé auprès du Président ces craintes de le voir omniprésent pendant les quelques jours qui mènent au premier tour le 30 juin prochain. Emmanuel Macron a obtempéré, il va essayer de s'effacer. « Je ne vais pas faire campagne pour les législatives », promet-il. De toute façon, ses engagements internationaux le tiendront éloigné du pays, du sommet du G7 en Italie à sa visite d'Etat en Suisse. Ça rassure beaucoup de monde chez Renaissance. « Il n'y aura pas nécessairement surinvestissement du Président dans la campagne des législatives », soupire un cadre du parti, rassuré.

C'est Gabriel Attal qui mènera le combat, en tant que chef de la majorité, même s'il n'a guère de chance d'être reconduit à la tête du gouvernement à l'issue des élections législatives. Dans la construction d'un bloc central, Matignon est une monnaie d'échange. A condition d'avoir réussi auparavant à s'extirper de la tenaille des extrêmes.

@fxbourmaud

Le Président cherche à garder de l'avance sur ses adversaires

Il faut s'imaginer une course dont l'heure de départ n'est connue que d'une personne, alors qu'elle-même participe à cette course. Elle fait claquer son pistolet, prend par surprise ses concurrents et leur colle plusieurs mètres d'avance dès le départ. C'est le privilège du président de la République : choisir le moment de la dissolution et le coup d'envoi de la campagne. C'est son défi ensuite : conserver cette avance le plus longtemps possible.

Dissolution, J+3. Ce mercredi, Emmanuel Macron et ses soutiens ont joué à plein le contraste avec les autres formations politiques. Le chef de l'Etat a tenu une conférence de presse initialement prévue la veille. Ce report de 24 heures a permis de laisser le temps aux caméras de filmer l'offre de service d'Eric Ciotti au Rassemblement national, l'explosion des Républicains et l'arrimage des socialistes aux insoumis. « Ces alliances sont des bricolages d'appareil », a ainsi pu dénoncer Emmanuel Macron en préambule de sa conférence de presse, elle-même rythmée par le mot « clarification ».

L'enjeu pour la macronie est d'illustrer sa crédibilité sur la forme comme sur le fond pendant que les autres formations pataugent dans des négociations de circonscriptions et des querelles de personnes. La présentation du programme pour les 30 juin et 7 juillet était l'occasion d'incarner cette avance prise par la macronie sur les autres partis et ce contraste entre enjeux d'appareil et avenir du pays. Le message a toutefois été brouillé par l'évocation d'une multitude de sujets – que venait faire le conseiller territorial dans ce lancement de campagne législative ? – et le manque d'idées nouvelles – le discours prononcé ce mercredi était extrêmement proche de celui tenu lors de la conférence de presse du 16 janvier dernier.

Outre le programme, les investitures sont une autre arme à disposition de la majorité. Ce mercredi matin, à 7 h 20, la presse a découvert les 157 premiers candidats investis par Renaissance. Le parti présidentiel est le premier à révéler autant de prétendants à la députation. C'était l'effet recherché, un blast et vite. « Il fallait montrer que l'appareil partisan et militant est opérationnel », avance un stratège.

Cette première vague était la plus simple à composer. Les 157 noms sont ceux de députés Renaissance sortants. Treize n'y figurent pas, soit parce qu'ils ont exprimé le souhait de ne pas briguer leur succession (Joël Giraud, Jean-François Lovisolo, Fabrice Le Vigoureux), soit parce qu'on « ne veut pas d'eux », confie un membre du siège de Renaissance. Dans la Somme, l'ex-suppléante de Barbara Pompili, Ingrid Dordain a déclaré sa candidature. Elle ne figure pourtant pas dans cette liste d'investitures. Trois circonscriptions attirent l'attention : celle à Paris de Gilles Le Gendre, à Boulogne-Billancourt d'Emmanuel Pellerin et à Arras de Jacqueline Maquet. Les ministres Stéphane Séjourné et Agnès Pannier-Runacher les regardent de très près. Elles représentent une occasion en or d'intégrer le Palais Bourbon alors que la vague RN s'apprête à emporter les macronistes.

Ces dizaines de noms étaient les plus faciles à sortir. Mais dans son empressement, le parti Renaissance a oublié de préciser que les sortants réinvestis peuvent encore refuser d'être candidat. C'est le cas d'Olivier Dussopt, qui, bien qu'investi mercredi matin, doute toujours de son envie de retrouver l'Assemblée nationale.

Fondations. Pour accélérer les choses et pouvoir enclencher une nouvelle phase de campagne avant les concurrents, les permanents rompus aux campagnes se sont installés rue du Rocher. Outre une petite dizaine de conseillers, renforcée mardi par le conseiller du Premier ministre, Maxime Cordier, Gabriel Attal, Stéphane Séjourné et Franck Riester passent en revue les candidatures et les membres des Républicains ouverts à un accord. Le vice-président de Publicis, Clément Leonarduzzi, ancien conseiller spécial d'Emmanuel Macron, a lui rejoint le siège de campagne pour un mois, a révélé La Tribune.

L'implication de tous ces poids lourds de la majorité doit permettre à la campagne de maintenir l'écart sur les autres partis. L'un d'eux se félicite de l'avance prise dans un domaine particulier, loin des investitures, « la clarté des valeurs ». Une majorité de Français se dessine en soutien de la dissolution dans un sondage mené par Harris Interactive. 68% jugent que la situation politique le nécessitait, 67% que la majorité relative à l'Assemblée était un problème pour le fonctionnement de l'institution.

La dissolution semble justifiée aux yeux des Français interrogés. L'état-major macroniste en déduit que les fondations de la campagne sont solides, et que sur celles-ci, ont déjà été présentés le programme et un tiers des candidats. Au jour 3 de la course aux législatives, les macronistes conservent leur avance. Elle s'observe dans la logistique de la campagne, pas dans les sondages d'intentions de vote.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck



SIPA PRESS

« Nous avons des alliances contre-nature aux deux extrêmes (…) Des bricolages d'appareil, mais en aucun cas des majorités pour gouverner », prévient **Emmanuel Macron**.

Lignes de fond
Le RN devra mettre beaucoup d'eau dans son vin économique

La chronique de Philippe Mudry


PIERRE CHIQUELIN

A la différence de Giscard, Macron sait que l'Histoire est tragique. Sa dissolution hasardeuse le prouve, comme son revirement belliqueux face à Poutine : pour lui, mieux vaut spontanément risquer le pire qu'attendre son inéluctable avènement. La menace du RN lui paraît de cet ordre : le mettre sans délai à Matignon lui paraît à tout prendre moindre mal.

Les Français, contrairement à l'idée reçue, votent rationnellement. Depuis dimanche, il ne fait plus de doute qu'ils sont prêts à donner, au soir du 7 juillet, mandat au RN de former un gouvernement de cohabitation. Avec l'appoint empressé de Reconquête et d'inévitables supplétifs divers droite et LR, le RN peut dépasser 35% des suffrages au premier tour. Or 28,2% au premier tour des législatives de 2017 avaient suffi au camp Macron pour disposer d'une confortable majorité au second ; l'implacable logique des alliances de second tour du système électoral pourrait produire le même résultat, au profit du RN.

Gageons encore que l'opinion ne refusera pas un état de grâce au nouveau « gendre idéal » de la scène politique, Jordan Bardella, comme en son temps au premier cabinet Mauroy. Emmanuel Macron s'appliquera certes à le troubler, mais hors quelques circonstances où le « pré carré » présidentiel exigera sa signature, il sera plus spectateur qu'acteur. L'hypothèse d'un RN en mesure d'appliquer son programme économique est donc plausible, sinon probable.

S'agira-t-il de celui de 2022, dont les largesses populistes touchant au pouvoir d'achat et aux retraites, plus proches, dans leur essence, de l'extrême gauche que de la droite, pourrait valoir à la France une ardoise non financée dépassant 100 milliards d'euros ? Ne rêvons pas : à moins d'un mois du scrutin, l'heure est aux promesses. Les reniements viendront après. Car ils viendront, sans doute aucun.

Torpillage. Deux écueils les imposeront. Si les marchés financiers ont ignoré la dégradation de la note française par S&P, ils ont déjà semoncé la France en renchérissant sa dette lundi matin. Si Marine Le Pen et Jordan Bardella veulent connaître le destin des très passagers Liz Truss et Kwasi Kwarteng, contraints à l'automne 2022 à une retraite bien méritée par le torpillage en règle de la dette britannique, il leur suffira de présenter un budget non crédible aux détenteurs de dette française.

S'ils cèdent à la tentation de récompenser leurs électeurs, à leur éclair de plaisir succédera la nuit noire ! La pragmatique Giorgia Meloni s'en est gardée, traçant pour sa part une alternative moins exaltante, mais plus sûre.

Le deuxième écueil s'appelle l'Union européenne. Loin de l'hydre bureaucratique décrite par le RN en campagne - il est vrai que pour n'avoir rien fait à Bruxelles et Strasbourg depuis 2014, ce parti la connaît mal -, l'UE est une machine démocratique que le RN, malgré sa popularité en France, a d'autant moins les moyens de contrôler que le chef de l'Etat jouera, sur ce terrain, la carte du domaine réservé.

« Si les marchés financiers ont ignoré la dégradation de la note française par S&P, ils ont déjà semoncé la France en renchérissant sa dette lundi matin »

Entre rupture et isolement ou pragmatisme obligé, le choix s'annonce rude. Alors que le tandem Mitterrand-Mauroy avait été contraint au tournant de la rigueur au bout de trente mois, c'est en semaines qu'une semblable humiliation pourrait être imposée au tout neuf gouvernement français !

@PhMudry

Le plan budgétaire de Jordan Bardella s'il arrive au pouvoir

QUE FERA le Rassemblement national s'il obtient une majorité absolue à l'Assemblée ? Le parti de Jordan Bardella va très vite être confronté au mur budgétaire, avec un déficit à 5,5% qui génère automatiquement une augmentation de la dette publique. Dès son entrée à Matignon, le nouveau Premier ministre prévoit de lancer un audit des finances publiques, probablement appuyé sur la Cour des comptes et l'Inspection générale des finances, pour voir quelles sont les marges de manœuvre budgétaire. Mais il ne devrait pas attendre le résultat pour initier, bien avant octobre, un projet de loi de finances rectificative (PLFR).

Un texte budgétaire d'urgence pour appliquer ses promesses sur le pouvoir d'achat sans attendre janvier 2025. Notamment la baisse de TVA de 20 à 5,5% sur les carburants, l'électricité, le gaz ainsi que le fioul domestique ou l'annulation de l'augmentation des prix du gaz de 11% prévue le 1er juillet. L'objectif sera pourtant bien de réduire le trou entre les dépenses et les recettes, jure Jean-Philippe Tanguy. « Avez-vous vu la tendance de déficit sur les premiers mois ? Les arbitrages que je peux confirmer, c'est qu'on ne va pas laisser filer le déficit en arrivant, affirme celui qui pourrait être le ministre de l'Economie et des Finances de Bardella. Si on faisait ça, les marchés ne laisseraient pas passer. Ils n'attendront pas octobre pour savoir ce qu'on va faire avec des oppositions qui vont nous taper dessus ! ».

Selon les équipes actuelles du ministère de l'Economie et des Finances, la baisse de la TVA coûterait pourtant 10 milliards d'euros en année pleine, celle sur l'électricité 4,5 milliards et celle sur le gaz 2,3 milliards. Un chiffrage supérieur à celui de l'Institut Montaigne en 2022, qui tient compte de la hausse des prix depuis 2021. Si le RN ne veut pas creuser le déficit et accélérer l'augmentation de la dette publique, il va donc lui falloir trouver la moitié de cette somme en

> *« L'Etat verse 300 millions pour le service public postal. On peut très bien trouver un arrangement en reportant cela sur Amazon ou autre »*

recettes ou en économies budgétaires pour compenser l'application de sa mesure sur les cinq à six derniers mois de l'année. D'autant que, pour Jean-Philippe Tanguy, les 10 milliards d'économies prévues pour cette année par l'actuel gouvernement « ne sont en réalité pas faites ».

« Si on arrive au pouvoir, ce n'est pas Noël », a-t-il prévenu dimanche lors de la réunion autour des douze leaders du RN qui a duré jusqu'au petit matin. L'état-major du parti entend afficher une image de sérieux afin de dissiper les doutes sur la crédibilité du parti tendu par Emmanuel Macron. Au point d'inviter les télévisions à filmer, micro coupé, leur première réunion.

« Raisonnable ». Jordan Bardella a profité de la campagne européenne pour se présenter à chaque grand oral organisé par les milieux économiques, comme étant « raisonnable », « en faveur du business ». Peu importe qu'il se soit fait sèchement rabrouer fin mars par le président de la CPME, François Asselin. Lui a pour ambition que son image de sérieux perce le mur du son. Pour cela, le leader du RN a identifié quatre points qu'il juge consensuels : baisse du prix de l'énergie, le patriotisme économique, la simplification et la sécurité. Avec toujours, la croissance pour remède contre la dette. Comme Emmanuel Macron finalement ? En privé, l'eurodéputé en est persuadé, ses troupes feront mieux.

RN ou pas, après les mesures pour faire face à la crise Covid et la crise inflationniste, la dure réalité des comptes va s'imposer. Personne ne pourra s'en extraire sauf à jouer avec la crédibilité de la signature française. « Il est évident qu'on ne peut pas rester sur le niveau de défiance qu'a laissé Bruno Le Maire. On ne promet pas la baguette magique, ce n'est pas du tout l'ambiance au sein du groupe et du parti. L'arrivée du gouvernement RN ne peut pas se faire avec une augmentation des déficits », martèle Jean-Philippe Tanguy. Marine Le Pen, qui s'est entretenue le mois dernier avec Pierre Moscovici, le président de la Cour des comptes, ne peut pas l'ignorer.

La formation à la flamme assure donc vouloir présenter un plan de redressement budgétaire sur plusieurs années. « Il faut remettre le déficit sur une trajectoire crédible qui nous permette d'emprunter pendant trois ans dans des conditions décentes. C'est ce qui a sauvé Giorgia Meloni en Italie : les marchés ont agréé sa trajectoire. Il y aura forcément des mesures à prendre », insiste Jean-Philippe Tanguy. La dirigeante italienne a renoué avec la ligne de son prédécesseur Mario Draghi et les politiques économiques soutenues par Bruxelles, après s'être érigée durant des années comme opposante radicale.



SIPA PRESS

Le parti mené par **Jordan Bardella** et **Marine Le Pen** lancerait un audit des finances publiques pour mesurer les marges de manœuvre budgétaire.

Comment faire des économies quand on est le RN ? L'élu de la commission des finances de l'Assemblée nationale estime qu'il y a du gras à couper rapidement. « L'Etat verse 300 millions pour le service public postal. On peut très bien trouver un arrangement en reportant cela sur Amazon ou autre ». Une idée parmi d'autres qui n'ont pas encore été arbitrées par Jordan Bardella ou Marine Le Pen.

Le parti mise sur la récupération des profits engrangés par les énergéticiens. Comme le prévoyait l'actuelle majorité, le RN compte sur la petite rétroactivité pour récupérer des recettes dès 2024. Jean-Philippe Tanguy s'appuie sur un rapport de la Cour des comptes de mars 2024 selon lequel le bouclier tarifaire du gouvernement aurait laissé, au titre de 2022 et 2023, « plus de 30 milliards de marges bénéficiaires nettes répartis entre les acteurs des marchés de gros - producteurs, fournisseurs, négociants et intermédiaires de marché ». Une somme qu'il sera pourtant très difficile de récupérer. « Les arbitrages seront faits quand on aura les moyens de l'Etat », balaye Jean-Philippe Tanguy quand on lui demande davantage de précisions.

Virages. Des renoncements sont-ils à prévoir ? Au RN domine une théorie que Jordan Bardella formule ainsi à ses interlocuteurs : « Les Français cherchent des caractères plus que des programmes préconçus qui peuvent être percutés par la réalité. » Finies promesses et idéologies. Le parti se réclame d'un supposé « bon sens » qui autorise les virages. « L'époque veut des hommes politiques qui ne sont pas là pour appliquer une feuille de route mais pour tenir le bateau et éviter l'iceberg », explicite un cadre lepéniste.

Le premier recul a été formulé par Jordan Bardella. « Je distingue l'urgence de l'importance ». Ainsi a-t-il renoncé à l'abrogation immédiate de la réforme des retraites, mardi soir, sur France 2. La retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler très tôt, promise par Marine Le Pen, chiffrée à plus de 26 milliards d'euros par l'Institut Montaigne en 2022, attendra. Lundi, les dirigeants du RN ont discuté du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) qui alerte sur la persistance d'un déficit important. « On va arriver au pouvoir, il y aura les JO, les retraites ne sont pas le dossier en haut de la pile, ça prend du temps », justifie Jean-Philippe Tanguy. L'exonération d'impôt pour les jeunes de moins de 30 ans devra aussi être remisée. En revanche, l'exonération de cotisations patronales pour toute hausse de salaire de 10% jusqu'à trois smic fait toujours partie des plans à court terme. Chiffrée à 10 milliards d'euros par l'Institut Montaigne, cette mesure pour favoriser l'augmentation des salaires pourrait être discutée « une grande conférence sociale » avec le patronat et les syndicats que les dirigeants du parti songent à convoquer. Une façon de préparer le terrain à son enterrement ?

Nina Jackowski et Marc Vignaud
@Nina_Jacks
@mvignaud

« Un échec gouvernemental ne conduira pas le RN à lâcher prise »

LE DÉPUTÉ DU MODEM **Jean-Louis Bourlanges**, qui n'est pas candidat à sa réélection, regrette le choix de la dissolution et dresse le tableau du paysage politique de la campagne qui s'ouvre.



SIPA PRESS

« Derrière la cravate très sage des parlementaires de Madame Le Pen, il y a une culture de l'autorité et de la confrontation qui menace », estime le député MoDem **Jean-Louis Bourlanges**.

Eric Ciotti a annoncé une alliance avec le RN. Une partie des socialistes souhaite recomposer un « Front populaire » avec La France insoumise et le reste de la gauche. Assiste-t-on à l'explosion des partis traditionnels, telle que voulue par Emmanuel Macron ?

L'explosion des partis traditionnels est l'aboutissement d'une tendance de longue durée. Ce qui est nouveau, c'est l'explosion du bloc central macronien. Elle a été symbolisée par la confrontation contre-nature de Raphaël Glucksmann, qui a attiré les macroniens de gauche, et Valérie Hayer, qui n'a conservé que les macroniens de droite et du centre. Paradoxalement, les résultats de dimanche ont apporté la preuve par l'absurde du bien-fondé de l'analyse stratégique d'Emmanuel Macron en 2017, à savoir que seule l'alliance ou la réunion de la droite modérée, du centre et de la gauche modérée permettait de résister victorieusement à la menace du Rassemblement national. Seulement, nous assistons aujourd'hui à une décomposition générale des forces non-extrémistes.

Est-ce à dire que l'explosion ne sert pas le bloc central, mais permet plutôt au RN d'apparaître comme un pôle de stabilité ?

Compte tenu d'un rapport de forces très largement favorable à l'extrême droite, l'explosion du bloc central et la reconstitution d'une bipolarisation LFI-RN ne peut profiter qu'au parti de Madame Le Pen et de Monsieur Bardella. Les Républicains le découvrent à leurs dépens puisque leur unité s'est brisée à la suite des choix pro-RN de leur président, Monsieur Ciotti. La gauche humaniste, elle, se donne l'illusion d'opposer un prétendu « Front populaire » au « fascisme » alors qu'évidemment, seul un accord avec le centre et la droite modérée de type macronien, pourrait mettre en échec le RN. Ils sont donc des alliés objectifs de Bardella et Le Pen. Comme dirait Marx, les socialistes « font leur histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font ».

Comment expliquer cette vague RN aux élections européennes ? Peut-elle se confirmer aux législatives ?

La vague populiste est très profonde. En France et en Europe, elle naît d'un sentiment très puissant de précarité, de vulnérabilité et d'instabilité de nos sociétés. Nous sommes menacés par le déclin relatif de la France et de l'Europe dans le monde. Nous sommes déboussolés par des bouleversements techniques inassimilables par des gens normaux. Et nos sociétés ont perdu toutes leurs habitudes locales et sociales de solidarité. Les populistes, qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche, engrangent électoralement ces frustrations, mais n'ont évidemment aucune solution autre que magique à leur opposer. Jamais l'écart n'a été aussi grand entre les besoins et les attentes du pays : besoins d'efforts dans tous les domaines, attentes de gratification imaginaire généralisée. Il faut donc opérer un retour au réel de l'opinion. Il a commencé avec la lecture du programme du RN, mais trois semaines, c'est très, très court pour mener l'exercice à son terme.

Le point de départ reste l'élection européenne, présentée par votre camp comme « la plus importante de l'histoire ». Les Français n'ont-ils pas pris la mesure de l'enjeu ?

Non, les Français n'ont pas pris la mesure des enjeux de cette élection et c'est tout le talent de Jordan Bardella que d'avoir su botter en touche et amuser le tapis avec les mécontentements des Français sans apporter le moindre commencement de début d'une réponse. Même chose chez Mélenchon qui s'est contenté de mobiliser les jeunes en exploitant la détresse palestinienne, et la communauté musulmane en exploitant l'hostilité wokiste. Je suis en revanche convaincu que nous risquons de remettre en cause les choix fondamentaux de caractère institutionnel, économique, social, et géopolitique qui ont été les nôtres depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je pense notamment à l'économie sociale de marché, à l'Europe ou à l'alliance occidentale. Il y a là quelque chose d'essentiel si l'on songe que ces choix nous ont donné une liberté, une prospérité, une sécurité que l'on n'a jamais connues ni avant, ni ailleurs.

La dissolution n'est-elle pas une prise de risque disproportionnée ?

Le président de la République a eu raison de considérer que les choses comme elles étaient ne pouvaient pas durer trois ans de plus. Nous étions dans ce que les Américains appellent une période de « lamb duck », de canard boiteux, qui ne lui permettait pas de gouverner et qui n'aurait cessé de renforcer le RN. Je crois cependant qu'il a eu tort de ne pas tenter, avant de dissoudre, une expérience politique nouvelle, comparable à certains égards à ce que François Mitterrand avait fait avec Michel Rocard en 1988. Il aurait pu confier à une personnalité respectée et modérée, un « sage », comme Jean-Yves Le Drian ou Richard Ferrand, une mission exploratoire consistant à proposer, à l'allemande, aux partis républicains de droite et de gauche un contrat de gouvernement en bonne et due forme et un partage des responsabilités ministérielles. Soit la mission aurait été un succès et nous aurions été en stabilité pendant trois ans, soit les partis de la gauche et de la droite modérées se seraient récusés et la dissolution aurait été nécessaire et mieux comprise par l'opinion.

Qu'impliquerait l'arrivée du RN à Matignon ?

Le programme du Rassemblement national est totalement inapplicable. Il aurait donc le choix entre une dérive irresponsable ou l'abandon de ses promesses. La première option ruinerait la France. La seconde ruinerait le crédit du RN. Mais ne croyons pas que l'échec gouvernemental du Rassemblement national le conduira à lâcher prise. Derrière la cravate très sage des parlementaires de Madame Le Pen, il y a une culture de l'autorité et de la confrontation qui menace, en cas d'échec prévisible, de les conduire à un tour de vis autoritaire plus que préoccupant.

Et si ni les macronistes, ni le RN, n'avaient la majorité ?

Vous avez raison, c'est l'angle mort de la décision du président de la République. Dans une Chambre organisée sur un mode tripolaire, le scénario normal est que personne n'ait la majorité absolue. C'est la raison pour laquelle je ne croyais pas à la dissolution. Car si nous retrouvons une Chambre plus ingouvernable que la sortante, le RN, qui n'aurait pas la majorité absolue, serait tenté d'exiger une élection présidentielle avant d'accéder au pouvoir. Plaise au ciel, et aux citoyens français, que ce scénario nous soit épargné.

Dans un mois, ne serons-nous pas définitivement entrés dans l'après-Macron ?

En tout état de cause, Emmanuel Macron ne sera plus aux affaires d'ici trois ans. La formule qu'il a inventée, la conjonction des forces de droite, du centre et de gauche attachées à une vision sociale, libérale et européenne, lui survivra-t-elle ? Je ne sais pas. Mais ce dont je suis sûr, c'est qu'il n'y en a aucune autre qui soit capable d'épargner à la France le cauchemar d'une bipolarisation effrayante entre l'extrême gauche et l'extrême droite unies, d'ailleurs, par ce qu'il y a de pire en nous.

Interview Dinah Cohen
@DinahCohen

Le Front populaire, un numéro d'équilibriste jusqu'au bout

Fini les rumeurs et les chiffres fantaisistes. Le « rééquilibrage des gauches » a désormais sa traduction arithmétique. Ce mercredi matin, les négociateurs missionnés par les quatre composantes du Front populaire en cours de gestation sont tombés d'accord sur un quantum de circonscriptions : ce sera aux alentours de 229 pour la formation de Jean-Luc Mélenchon – contre 329 lors de l'accord Nupes – et 175 circonscriptions pour les socialistes d'Olivier Faure, qui gagnent plus d'une centaine de territoires grâce au bon résultat de Raphaël Glucksmann aux européennes (14%).

Le PS efface ainsi partiellement l'affront essuyé en 2022, lorsque le score famélique d'Anne Hidalgo (1,7%) avait contraint le parti d'Olivier Faure à signer un accord aux conditions de LFI pour éviter la disparition à l'Assemblée nationale. De leur côté, les écologistes de Marine Tondelier et leurs alliés de Génération.s ont, semble-t-il, réussi à limiter la casse en arrachant 92 circonscriptions. Enfin, les communistes bénéficient d'une forme de statu quo avec, de nouveau, 50 circonscriptions.

Une heure après la conclusion de ce point d'étape, les secrétaires nationaux du PS, Pierre Jouvet et Sébastien Vincini, ont veillé à prévenir les craintes de leurs collègues anti-Nupes. Ils le savent, ces chiffres vont être interprétés comme un retour à l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon. « Le PC, le PS et EELV pèsent désormais plus que LFI dans la répartition globale des circonscriptions », écrivent les émissaires socialistes. En tant que « force motrice de la gauche de rupture », le négociateur de LFI, Paul Vannier, considère « avoir fait de gros efforts » vis-à-vis du PS en tenant compte de leur progression au scrutin de dimanche, mais aussi en exigeant une reconnaissance des 22% de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle de 2022.

Un détail, et non des moindres : Place publique, la micro-formation de Raphaël Glucksmann, sera fondue dans le grand ensemble du PS. Le troisième homme des européennes n'aura-t-il droit qu'à des miettes ?

« Affaire personnelle ». Le sujet a été évoqué mardi soir devant 150 élus du PS lors d'un conseil national très attendu au siège d'Ivry-sur-Seine. Devant la tête de l'exécutif socialiste, Olivier Faure, les courants minoritaires au sein du parti – le TO1 d'Hélène Geoffroy et le TO3 de Nicolas Mayer-Rossignol – ont pu exprimer leurs prétentions en termes de sièges, leurs lignes rouges sur « l'antisémitisme résiduel » tel que décrit par Jean-Luc Mélenchon.

Certains ont la mémoire moins courte que d'autres. Comment ne pas se souvenir qu'il y a moins d'une semaine, Raphaël Glucksmann, l'eurodéputé Place publique choisi par le PS pour mener sa campagne européenne avait encore la meute insoumise à ses trousses ? Les insinuations

Aucun projet de résolution n'a encore été voté au conseil national du PS. Le sort de l'alliance ne sera scellé que lors d'une réunion ce vendredi

sur l'argent qu'il percevrait de la part de lobbies, l'épisode violent de la manifestation de 1er mai… Et il faudrait repartir à zéro ? Entre concessions et reniements, la frontière est parfois ténue.

L'un des participants résume le message d'Olivier Faure : « Merci Raphaël de nous avoir redonné des couleurs mais, dans l'urgence, plus le choix. Vous me dégagerez au prochain congrès si vous voulez mais pour le moment je trace la route ». A quelques jours des européennes, le premier secrétaire du PS estimait encore que ce n'était « pas tant le label Nupes qui serait devenu honteux que l'alignement sur les positions de Jean-Luc Mélenchon depuis le 7 octobre ». A présent, le nouveau Front populaire serait devenu « une obligation », car le patron des LR Eric Ciotti, lui, n'a pas musardé pour nouer une alliance aux législatives avec Marine Le Pen.

« Nous ne sommes dans la main de personne, nous ne prenons aucun ordre. Sur les questions d'antisémitisme, il n'y a aucune compromission possible. J'en fais une affaire personnelle », a immédiatement rassuré le patron des 31 députés socialistes sortants, Boris Vallaud. En vérité, un consensus se dégage sur la nécessité d'avancer vers un Front populaire, y compris venant des adversaires de LFI les plus déterminés comme



SIPA PRESS

Les écologistes de **Marine Tondelier** et leurs alliés de Génération.s sont parvenus à arracher 92 circonscriptions.

Carole Delga, la présidente de la région Occitanie. Plus personne n'a envie d'apparaître comme le fossoyeur de l'unité.

D'autres élus de son courant craignent qu'un « front républicain inversé » n'agisse en défaveur des socialistes en raison de leurs accommodements avec l'appareil de LFI. Ce d'autant plus qu'Emmanuel Macron a ouvert la voie à une campagne de diabolisation tous azimuts du Front populaire.

Aucun projet de résolution n'a encore été voté au conseil national du PS. Le sort de l'alliance électorale ne sera scellé que lors d'une prochaine réunion au sommet, vendredi. « Olivier, je ne te donne pas un chèque en blanc, a menacé la maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy. Comment est-ce que tu nous assures que le Premier ministre ne sera pas un insoumis ? Je ne peux pas te dire quel sera notre vote si tu cèdes ». Mercredi soir au 20 heures de France 2, une prise de parole donnera des sueurs froides aux barons du PS, celle de Jean-Luc Mélenchon, jusqu'ici très discret.

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff

Assiégé et isolé, Eric Ciotti a été exclu par les siens

Transformé en forteresse assiégée, le siège des Républicains ne répond plus. « Monsieur Ciotti ? Il n'est pas venu de la journée », s'entendait-on répondre mercredi quand on sonnait à l'interphone du bâtiment. Les lieux sont déserts depuis que les salariés du parti ont reçu l'ordre, dans un mail envoyé à 11 h 43, de « quitter leur bureau » d'ici un quart d'heure, le président de LR ayant « décidé de fermer les portes du siège ». Par mesure de sécurité en raison de « menaces reçues », a assuré Eric Ciotti.

« Il avait surtout peur de voir les parlementaires se pointer avec des fourches devant le siège pour exiger sa démission », réplique un salarié du parti. « C'est Hitler dans son bunker ! », s'indigne un de ses ex-collaborateurs, qui lui a tourné le dos depuis sa décision de s'allier au RN pour les législatives. Le premier épisode d'une journée riche en rebondissements comme la droite n'en avait pas connue depuis la guerre Copé-Fillon, et à l'issue de laquelle Eric Ciotti a été rejeté par les siens, quand la nouvelle patronne du parti, Annie Genevard, reprenait possession des lieux grâce à un double des clés…

Acrobaties. Entre-temps, tous les barons LR, de Laurent Wauquiez à Gérard Larcher, en passant par Bruno Retailleau et Olivier Marleix, réunis en bureau politique à quelques centaines de mètres de là, ont acté à l'unanimité l'exclusion d'Eric Ciotti du parti, pour avoir conclu un accord avec le Rassemblement national sans avoir consulté les instances de LR. La direction intérimaire a été confiée à Annie Genevard, actuelle secrétaire générale, et à François-Xavier Bellamy, vice-président. « Dans une crise aussi lourde (…) quand on fait de la politique, on ne répond pas par (…) des petites ententes faites en catimini pour négocier des circonscriptions », a asséné Laurent Wauquiez à l'issue de la réunion, se faisant l'apôtre d'une « droite républicaine indépendante ».

Dans la foulée, une première commission nationale d'investiture s'est réunie pour désigner des candidats aux législatives, sous la présidence de Michèle Tabarot. Démise de ses fonctions dans la nuit par Eric Ciotti, via un mail envoyé vers 23 heures, elle a été rétablie dans ses responsabilités par le bureau politique. « Les Républicains présenteront des candidats dans toutes les circonscriptions, y compris » celle d'Eric Ciotti, avait prévenu le matin même sur BFMTV le chef des députés LR, Olivier Marleix.

Des décisions qu'Eric Ciotti, réfugié dans ses appartements de la questure de l'Assemblée, conteste. Cette réunion du bureau politique n'ayant « aucune valeur juridique », « je suis et reste le président de notre formation politique », a-t-il affirmé dans un communiqué. De fait, l'instance exécutive du parti, réunie en urgence, l'a été dans des circonstances acrobatiques. Un ex-collaborateur d'Eric Ciotti hausse les épaules : « De toute façon, les services juridiques du parti, c'est nous. »

Car le député des Alpes-Maritimes est désormais un homme seul, lâché par les élus et les cadres LR, mais aussi par sa propre équipe. Seuls trois permanents étaient encore à ses côtés mercredi, les autres s'étant lancés depuis 24 heures dans une guerre de tranchées. Le président déchu de LR a ainsi été privé de son accès au compte X officiel de LR, et même son chauffeur « ne répond plus », selon un des mutins.

Excommunié par les siens, le Niçois a pourtant décidé de se battre pied à pied. C'est ainsi en présence d'un huissier mandaté par lui que s'est tenu le bureau politique. Après s'être entretenu mardi soir avec sa nouvelle alliée, Marine Le Pen, Eric Ciotti a également envoyé vers minuit par mail à tous les députés LR un sondage publié par *Le JDD* selon lequel 50% des sympathisants de droite soutiendraient sa décision de s'allier avec le RN.

Pétition. « On a tous l'image de Ciotti dans son bunker en train d'envoyer des mails au milieu de la nuit, avec des salariés qui débranchent les câbles les uns après les autres », ironise un cadre LR. Depuis mardi, il multiplie par ailleurs les appels pour solliciter élus ou militants afin qu'ils soient candidats dans le cadre de l'accord avec le RN. « Il m'a proposé une circonscription hier », raconte ainsi l'ancien eurodéputé LR, Geoffroy Didier, estomaqué.

En plein bureau politique, le Niçois envoyait encore des mails, adressés cette fois aux adhérents des Républicains, pour les appeler à le soutenir en signant une pétition pour « le rassemblement des droites ». « Je vous invite à faire entendre cette voix, y écrit-il. Nous sommes la majorité et nous refusons d'être méprisés. » La pétition a recueilli plus de 10 000 signatures en une heure selon son entourage.

Mais tous ces efforts ne paraissent pas en mesure de freiner son éviction, inexorable face au rouleur compresseur des élus qui se sont dressés face à lui. Pour autant, sa résistance acharnée peut encore sérieusement leur compliquer la donne dans cette campagne législative. Ainsi, « personne ne sait qui fait partie de l'accord conclu avec le RN, s'inquiète un permanent du parti. Des gens qui en font partie peuvent être investis par LR sans que nous le sachions. » De toute façon, soupire le même, « plus ça dure, plus Ciotti abîme la boutique et plus ça fait plaisir à ses nouveaux amis du RN ». Devant l'ampleur des dégâts pour le parti, lui a pris sa décision : il va chercher un autre travail.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier


SIPA PRESS

Le président déchu de LR a été privé de son accès au compte X officiel de LR, et même son chauffeur « ne répond plus ».

En Italie, un modèle d'union des droites difficile à reproduire

En Italie, l'union des droites est une normalité. Certes, Giorgia Meloni en a probablement déplacé le barycentre, mais l'Italien de droite sait se montrer extrêmement flexible : il a pu voter Silvio Berlusconi jusqu'à 2013, puis Matteo Salvini en 2018 et aujourd'hui Giorgia Meloni. Pour cet électeur, l'important est de voter « à droite » et il choisit, alternativement, le leader et le parti dominants au sein de la coalition.

Si ce processus a caractérisé les trente dernières années, il est difficilement réplicable ailleurs en Europe, où l'extrême droite s'est souvent construite en opposition à la droite traditionnelle. En Italie, c'est le contraire qui s'est passé. En 1992, les partis de la Première république tombent à cause d'une enquête qui ébranle tout le monde politique et son système structurel de financement illégal. Les formations de l'époque disparaissent les unes après les autres, à l'exception du Mouvement social italien (MSI), le parti héritier du fascisme, et surtout du Parti communiste, qui, pour devenir plus séduisant, change de nom, se transformant en Parti démocrate de la gauche. Pour la première fois, il semble réellement aux portes du pouvoir, la démocratie chrétienne, au gouvernement sans interruption depuis 1948, ayant disparu.

Si la coalition formée en 1994 est très conflictuelle – elle ne durera que huit mois –, l'intuition de Silvio Berlusconi se révèle gagnante sur la durée

Certains comprennent que sont remplies les conditions pour créer un grand rassemblement, motivé par l'anticommunisme. En 1993, Silvio Berlusconi, entrepreneur à succès, s'attelle à l'opération. Il fait le pari que l'Italie est prête pour voter en faveur d'une coalition de droite, et sort du bois. En novembre 1993, il prend position sur l'élection municipale à Rome, qui voit s'affronter le MSI et le Parti démocrate de gauche, soutenant le candidat post-fasciste. Le tabou est brisé.

« Chef-d'œuvre ». Deux mois plus tard, Silvio Berlusconi lance publiquement Forza Italia, annonce sa volonté de se présenter aux élections, conclut un accord avec le MSI et réussit à embarquer dans son alliance la Ligue du Nord, à l'époque autonomiste et antisystème, qui comprend, elle aussi, l'avantage de participer à un rassemblement « modéré ».

Cet accord, le « chef-d'œuvre » du Cavaliere, lui permet de gagner les législatives de 1994. Il est aussi la clé pour comprendre l'union des droites transalpines. La coalition peut s'appuyer sur un fédérateur charismatique, étranger au système des partis, et un parti libéral et modéré (Forza Italia), capable de rassurer l'électorat. La Ligue de l'époque et le MSI, qui va changer de nom pour devenir Alliance nationale (dont Frères d'Italie est le descendant), avaient besoin d'un dirigeant crédible pour accéder au pouvoir et étaient complémentaires : la Ligue était enracinée dans le nord, le MSI dans le centre et au sud.

Si la coalition est très conflictuelle – elle ne durera que huit mois avant de tomber en raison des haines réciproques et des divergences programmatiques –, l'intuition de Silvio Berlusconi se révèle gagnante sur la durée. Les trois partis trouveront ensuite les moyens de gouverner ensemble des régions, des communes, et au niveau national. Une coexistence également rendue possible par une plateforme idéologique relativement homogène et le leadership incontesté du Cavaliere, puis de Matteo Salvini. Giorgia Meloni n'est que l'héritière du pari de 1994, et son accession au pouvoir a été « normalisée » par sa participation à une coalition existant depuis trente ans : en 2022, l'Italie n'a pas eu le sentiment de vivre une révolution.

Francesco Maselli (à Rome)
@FrMaselli

Sans confiance des marchés financiers, point de salut politique

« AI-JE ENVIE de dette publique française ? Non, nous n'achetons pas d'OAT actuellement. Un gérant qui doit protéger le portefeuille de ses clients préférera prendre des positions sur le bund allemand ou sur la dette publique américaine », entend-on aujourd'hui à Paris. Le choc de la dissolution et la perspective de l'arrivée du RN au pouvoir ont ouvert un nouvel épisode de risque politique. Les premiers signaux de la défiance des investisseurs sont apparus sur les marchés. Vague de vente d'obligations mardi, tension sur les taux français, hausse du stress mesuré par l'écart avec l'Allemagne, le fameux « spread OAT-Bund »…

Rien de dramatique à ce stade, mais « tous ceux qui détiennent des emprunts publics français vont se dire, pourquoi faire compliqué ? », résume Laurent Clavel, responsable du multi-asset chez Axa IM. Et les agences de notation sont déjà en alerte. « La décision du président français (…) accroît l'incertitude concernant la trajectoire d'assainissement budgétaire du pays et les perspectives de nouvelles réformes économiques », alerte Fitch Ratings. Le groupe qui arrivera en tête du scrutin législatif des 30 juin et 7 juillet « n'aura probablement pas de majorité absolue » imagine Moody's. Cela pourrait entraîner une multiplication des motions de censure, et donc « un risque accru d'instabilité politique ».

Alors que la note de la France vient d'être dégradée par Standard & Poor's, les occupants de Bercy – passés, présents et futurs – savent tous pertinemment qu'un seul chiffre compte pour

L'appartenance à la zone euro protège aujourd'hui grandement les pays qui en sont membres. Mais ce n'est pas une assurance tout risque

un Etat très endetté : le taux d'intérêt auquel il se finance. Concrètement, Paris doit pratiquement emprunter tous les jours pour faire tourner le pays et pour payer ses fonctionnaires puisque le budget des administrations publiques, avant même le paiement des intérêts de la dette, affiche un déficit de 3 %. « Avec un endettement qui atteint 120 % du PIB, on ne peut pas supporter une hausse des taux, sauf à y sacrifier une part grandissante des recettes publiques », tranche l'économiste Christian Parisot.

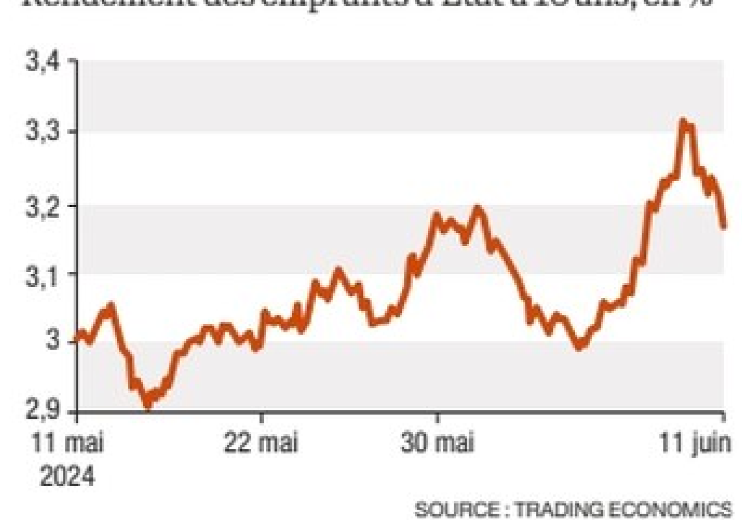
« Avertissement ». Le programme économique du RN (en se basant sur celui de Marine Le Pen en 2022) creuserait le déficit public d'environ 3,9 % du PIB par an, ont calculé les économistes d'Astérès. Ils rappellent que celui de la britannique Liz Truss n'aurait représenté « que » l'équivalent de 1,8 % du PIB en plus, chaque année. Mais l'éphémère Première ministre n'a même pas eu le temps d'élargir le trou budgétaire de son pays : les prêteurs, complètement affolés par ses promesses de baisse d'impôts, l'ont fait chuter quelques semaines à peine après son arrivée à Downing Street.

De manière générale, « les marchés fonctionnent par extrapolation du passé. Or, jusqu'à présent le RN a été battu aux portes du pouvoir, constate Gilles Moëc, chef économiste du groupe Axa. Ils fonctionnent aussi par extrapolation géographique. Or, s'il est ressemblant à certains égards, le cas Meloni en Italie est spécifique, car elle n'a pas de grand discours macroéconomique. On se demande du coup quelle sera l'offre du RN. »

Du point de vue des investisseurs, le principal risque n'est pas lié à l'annonce de telle ou telle mesure. C'est celui de vivre une dispari-

Dette : la dissolution fait grimper la nervosité

Rendement des emprunts d'Etat à 10 ans, en %





SIPA PRESS

Les premiers signaux de la défiance des investisseurs sont apparus sur **les marchés** à la suite de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée.

tion brutale de la confiance des marchés, qui déclenche au passage de grosses pertes dans les portefeuilles obligataires qu'ils détiennent. « La confiance disparaît très vite alors qu'il faut beaucoup de temps pour la regagner. Le budget britannique reste encore aujourd'hui sous surveillance de ceux qui le financent, constate Christian Parisot. Si l'on rajoute du risque politique au budget français, le moindre choc, le moindre dérapage fera valser les taux d'intérêt. »

Ce qui réduira encore davantage les marges de manœuvre du prochain gouvernement, quel qu'il soit, pour déployer son programme politique. « On sous-estime toujours la vitesse à laquelle le sentiment des investisseurs se retourne quand les choses commencent à aller mal », alertait récemment dans l'Opinion Romain Boscher, expert de la gestion d'actifs. Qui déplorait au passage le fait qu'avec sa dette croissante « la France glisse doucement, mais sûrement au sein du peloton européen. Ce qui est un premier avertissement. »

Calculettes. Certes, l'appartenance à la zone euro protège aujourd'hui grandement les pays qui en sont membres, les crises passées en témoignent. Le RN a donc fort opportunément exclu de son programme une sortie de la monnaie unique ou de l'Europe. Mais ce n'est pas une assurance tout risque. Depuis le « wathever it takes » de Mario Draghi en 2012, les gérants de fonds du monde entier qui investissent dans la dette en euros achètent l'assurance que la Banque centrale sera là pour défendre ses membres.

La question est de savoir à quel stade elle décidera de jouer son rôle de prêteur en dernier ressort en cas de crise des finances publiques. La banque de Francfort est prête à voler au secours d'un Etat attaqué sur les marchés à condition qu'il mène une politique économique « saine et durable », compatible avec le cadre budgétaire de l'Union européenne. Si la France est seule à laisser dériver dangereusement ses comptes, elle devra assumer seule le surcoût que lui feront payer les marchés financiers. Ce qui rendra assez rapidement sa situation budgétaire, et donc politique, intenable. Si elle provoque une crise des dettes souveraines, entraînant dans son sillage les pays d'Europe du sud, alors la BCE interviendra. Mais à quel prix ? « Si vous êtes "too big to fail", vous avez des appuis, mais ils ne sont jamais gratuits. Il faudra obéir à ce que nous demandera l'Europe », rappelait dans l'Opinion Jean Peyrelevade, l'un des concepteurs du tournant de la rigueur de 1983.

Il n'y aura sans doute pas de trêve estivale sur le marché de la dette française alors qu'un nouveau gouvernement et un nouveau projet politique sortiront des urnes le 7 juillet. D'ici là, on fait déjà tourner les calculettes au sein de l'exécutif, et l'on alerte : « Depuis vendredi soir, le taux des OAT à dix ans a augmenté de 12 points de base, passant de 3,10 % à 3,22 %. Dès cette année, cette hausse pourrait représenter 370 millions d'euros de charge d'intérêt supplémentaire. C'est l'équivalent de la construction de deux gros centres hospitalo-universitaires. A terme, si ces taux se maintenaient, ce serait un surcoût de près de quatre milliards d'euros par an. » La confiance des investisseurs se mérite !

Muriel Motte
@murielmotte

Ainsi va la France

Pour une leçon française des élections européennes

La chronique de David Lisnard

Il est un peu plus de 21 heures dimanche dernier. Subitement, sur tous les plateaux des médias consacrés aux résultats des élections européennes, dans une confusion compréhensible, on change radicalement de sujet : le président de la République annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette bombe politique provoque logiquement un effet de souffle : n'était-ce d'ailleurs pas l'un des objectifs recherchés par Emmanuel Macron ? En l'occurrence, effacer de l'agenda politique la défaite historique de la liste de sa propre majorité, échec d'autant plus cuisant pour le chef de l'Etat qu'il était intervenu à maintes reprises dans la campagne jusqu'à se substituer à la tête de liste qu'il avait lui-même choisie.

Sur ce point, la manœuvre a parfaitement réussi. Et l'importance de l'enjeu national des élections législatives, sa portée vitale dans le contexte actuel, l'urgence imposée par la proximité du vote ont depuis ce coup de tonnerre – et ce coup de dés – renvoyé le scrutin européen dans les oubliettes de l'actualité.

Nouveaux équilibres. Ce résultat mérite pourtant bien mieux. D'abord, parce que les nouveaux équilibres de l'Union européenne sont lourds de conséquences en temps de guerre sur le continent et de menaces aussi bien intérieures que géopolitiques majeures. Ensuite, parce que les enseignements de ces élections sont décisifs pour comprendre ce qu'il se passe sur notre scène nationale et quels sont les vrais enjeux de notre vote des prochaines semaines.

Il en est ainsi de la poussée populiste. Celle-ci montre, non pas comme veut nous le faire croire la bien-pensance dominante, une subite emprise « néofasciste » sur l'électorat ; mais l'exaspération des peuples devant la malgouvernance européenne et nationale sur des enjeux majeurs, ignorés ou traités à contre-sens : immigration, écologie, révolution numérique, sécurité, éducation, compétitivité, crise de l'Etat-providence, etc.

D'où le sentiment dominant et justifié – particulièrement en France – d'une impuissance publique, où l'empilement des normes et des impôts est inversement proportionnel à l'efficacité et à l'équité des politiques menées. Significativement, les partis dits populistes connaissent une fortune inégale, comme le montre leur recul dans les pays du Nord et en Pologne où les sujets majeurs, et au premier chef l'immigration, ont été vraiment pris en main par les partis au pouvoir, y compris à gauche comme au Danemark.

Il en est de même, inversement, de l'effondrement du vote écologiste, quasiment partout en Europe. Le scrutin sonne comme une sanction directe du dévoiement de cette mouvance qui a promu une écologie punitive, dont le Green Deal a été le triste couronnement bruxellois, et qui s'est fourvoyée dans les délires de la théorie du genre et la complaisance coupable pour le Hamas dans le conflit de Gaza.

Mais j'insisterai ici sur un point essentiel et trop vite évoqué dans les commentaires dominants : les bons résultats des libéraux-conservateurs du PPE. Ils sortent renforcés de ces élections, distançant de loin tous les autres groupes et occupant désormais le centre du nouveau Parlement à la place d'un Renew sensiblement affaibli, notamment à cause de la déroute française de la liste Macron (Renaissance, Horizons, MoDem). La nette victoire de la CDU/CSU en Allemagne montre combien la droite de gouvernement, lorsqu'elle est ferme sur ses valeurs, claire dans ses réponses et portée résolument par l'ensemble de son camp, réduit drastiquement la tentation populiste.

A vrai dire, ces résultats découlent logiquement du diagnostic précieux et précis établi par la Fondation pour l'innovation politique sous la plume de Dominique Reynié au terme d'une vaste enquête auprès de 24 000 répondants à travers toute l'Union (ainsi qu'au Royaume-Uni), et au titre parlant : « Les Européens abandonnés aux populistes ».

L'enquête dissipe sur le fond quelques légendes urbaines, comme celle justement de la prétendue « tentation fasciste rappelant les heures les plus sombres de notre histoire, etc. » que démentent les caractéristiques mêmes de l'électorat populiste, qui est en effet très peu attiré par l'autoritarisme et s'avère quasiment aussi attaché (de façon écrasante, à 78 %) à la démocratie parlementaire et aux grandes libertés que la moyenne des citoyens européens (84 %).

Fausses alternatives. Cette enquête disqualifie également les fausses alternatives dans lesquelles on veut enfermer le débat public, comme celle qui oppose (gentils) « pro-européens » et (méchants) « anti-européens ». Or, non seulement l'attachement à l'Union, et notamment à l'euro, est en nette progression depuis 2019, mais il est très majoritaire dans

« Ce n'est pas dans l'alliance avec les populistes que se trouve la voie de sortie du fallacieux piège tendu à la droite entre le marteau du RN et l'enclume (désormais en fer-blanc) du macronisme »

tous les électorats (69 % en moyenne). Davantage, la nécessité de politiques communes – partagées avec les Etats-membres – en matière d'immigration, d'écologie et de défense, est plébiscitée. Inversement, les partisans d'une sortie de l'Union (les Exiters, comme les appelle l'étude de la Fondapol) sont désormais réduits à la marginalité, leçon britannique oblige.

Cette enquête enfin démontre le consensus ultra-majoritaire sur le nécessaire contrôle des frontières, encore une fois toutes formations politiques comprises : pas moins de 85 % des citoyens européens – 80 % à gauche – y sont favorables !

Autant d'éléments qui, au lieu des faux-semblants de la pensée paresseuse et des larmes de crocodile du « camp du bien », devraient susciter à la fois espoir et sens des responsabilités des gouvernants, actuels comme prétendants.

En particulier pour notre pays, placé aujourd'hui devant un choix décisif.

Car ce n'est pas dans l'alliance avec les populistes que se trouve la voie de sortie du fallacieux piège tendu à la droite entre le marteau du RN et l'enclume (désormais en fer-blanc) du macronisme : non pas, encore une fois, parce que « le danger fasciste » serait imminent, mais parce que la victoire du RN amplifierait l'effondrement financier et économique du pays que le pouvoir actuel a conduit au bord du gouffre.

C'est donc encore moins dans les combinazione politiciennes que se trouvent l'enjeu du moment et la solution à nos difficultés dans lesquelles les bricoleurs du chaos qui nous gouvernent nous ont plongés.

C'est dans l'avenir même de notre nation, que jamais un coup de dés ne saurait abolir. Il faut pour cela construire dans le tumulte actuel la voie exigeante d'une refondation de la nation par un projet radical et raisonnable. Ainsi va la France.

@davidlisnard

David Lisnard est maire de Cannes et président de Nouvelle Energie.

La « zéro artificialisation nette » des sols a du plomb dans l'aile. Le dispositif peut être revu en 2026 et le sera sans doute avant

ZAN: les coups de canif se multiplient

« A la française »

Le détail des projets d'envergure nationale ou européenne, dont la surface artificialisée n'est pas imputée aux régions, est paru le 9 juin.

Irène Inchauspé

DANS SA CONFÉRENCE de presse pour lancer la campagne des élections législatives, Emmanuel Macron a rappelé qu'il ne voulait pas opposer écologie et économie. Cette « écologie à la française » revient à marcher sur une ligne de crête lorsqu'il s'agit du sujet hautement inflammable de la zéro artificialisation nette (ZAN).

Pour mémoire, en 2021, le gouvernement a inscrit le dispositif ZAN dans la loi « Climat et Résilience » : d'ici à 2050, toute artificialisation des sols devra être accompagnée de la « renaturation » d'une surface équivalente. Ce qui implique notamment que la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale devra être inférieure à la moitié de celle constatée lors des dix années précédentes. La loi votée l'été dernier a pour brut de faciliter la mise en œuvre de la première… Elle prévoit ainsi dans son article 3 de lister les projets qui, « en raison de leur nature et de leur importance », sont déclarés d'utilité publique. La surface artificialisée de ces projets n'est pas imputée aux régions mais décomptée au niveau national. Une enveloppe de 12 500 hectares, pour l'ensemble du pays, leur est réservée pour les dix ans allant de 2021 à 2031.

La première liste de 175 projets a été publiée dans un arrêté paru au *Journal officiel* le 9 juin. Il s'agit des dossiers les plus matures, sur les 424 retenus, « c'est-à-dire ceux qui ont déjà un calendrier précis, dont on connaît au mètre carré près la superficie », avait détaillé le cabinet de Christophe Béchu le 10 avril. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis quelques mois, passant de 144 à 165 puis à 175. Il faut aller vite pour montrer que les impératifs de la réindustrialisation sont bien pris en compte.

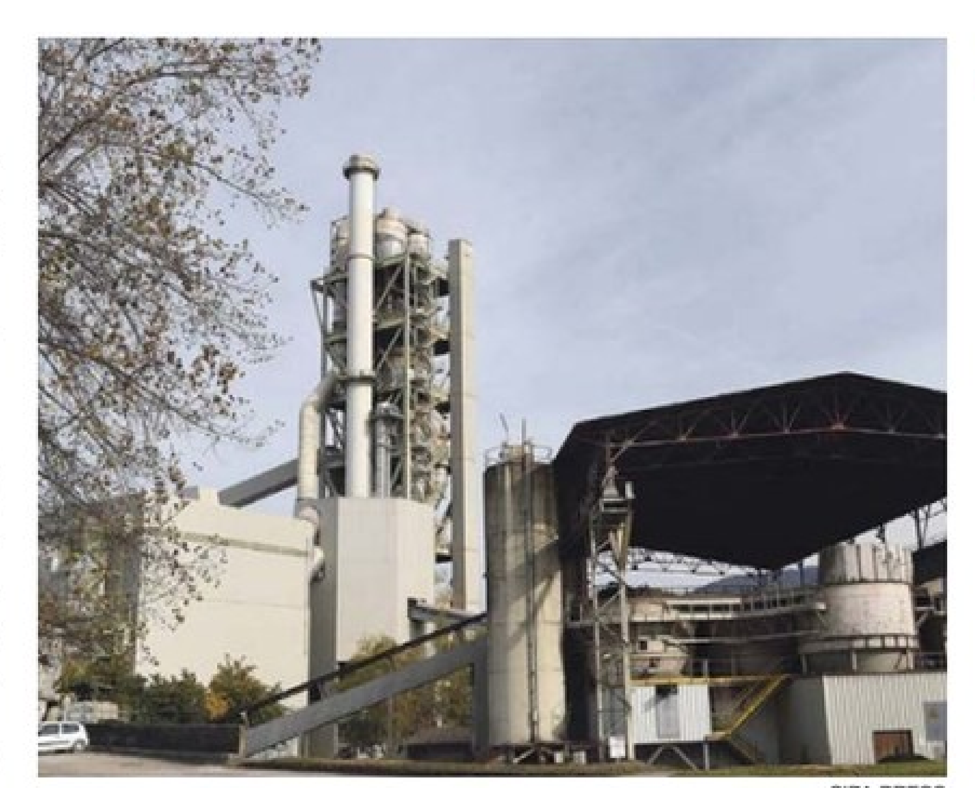
Dans cette sélection, 58 % des dossiers concernent la construction d'infrastructures de transport à l'image du Réseau du transport public du Grand Paris ou de la ligne grande vitesse Bordeaux-Toulouse. Les projets industriels représentent, quant à eux, 16% de la liste. On retrouve le projet de site à Gravelines où sera construit l'un des futurs EPR, le dossier déposé par ST Microelectronics pour quinze hectares, celui pour la mine de lithium d'Imerys dans l'Allier de 70 hectares ou encore un projet d'extension de l'usine de Plastic Energy en Normandie.

Bras de fer. Il faut croire que le secteur aéronautique ne présentait pas assez d'intérêt pour être inclus dans la liste. Le député centriste de Haute-Garonne Jean-François Portarrieu, qui avait voté la loi ZAN sans hésiter, s'en est ému dans l'Hémicycle. « Les entreprises toulousaines du secteur (aéronautique) sont confrontées à un nouveau problème avec un manque de foncier pour se développer. A ce stade, les projets de développement de la filière aéronautique ne figurent pas parmi la liste des projets d'intérêt national », avait-il fait remarquer en mars. L'élu a réussi à pousser les portes de l'Etat, qui un mois plus tard, a accordé à Airbus un crédit possible de 54 hectares qu'il pourra artificialiser d'ici à 2031 dans l'agglomération de Toulouse.

Jean-François Portarrieu n'est pas le seul élu opposé au ZAN. Laurent Wauquiez, président LR de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes, avait fait un coup d'éclat en septembre 2023 en annonçant la sortie de sa région du dispositif qui vise à stopper la bétonisation des sols en 2050. « Des milliers d'élus de terrain ont relayé nos alertes. Et même au plus haut niveau de l'Etat, certains membres du gouvernement expliquent maintenant, plus ou moins à mots couverts, que cette loi est contraire à l'objectif de renaissance industrielle », a expliqué dans une interview au *Figaro*, le 24 mai, celui qui est aujourd'hui candidat aux législatives. Son bras de fer avec le gouvernement a été payant, puisqu'il a réussi à faire inscrire sur la liste des projets d'envergure nationale et européenne le projet d'Imerys dans l'Allier ou celui, dans le Puy-de-Dôme, de Carbogen Amcis, qui vise à assurer la production de médicaments en France.

Quant au Rassemblement national, sur ce sujet comme sur d'autres, il n'est pas à une contradiction près. Il veut protéger les terres agricoles, dénonce l'artificialisation des sols, la bétonisation. Mais alors pourquoi combat-il le dispositif ZAN ? Où est la logique ? On en saura peut-être plus si Jordan Bardella sort gagnant des législatives. Quoi qu'il en soit, le dispositif subit moult coup de canifs. Christophe Béchu assume même que la réduction des surfaces artificialisées ne soit pas de 50% sur la décennie, mais de 47% ou 48%… La loi prévoit une clause de revoyure au Parlement en 2026.

@iinchauspe


SIPA PRESS

La zéro artificialisation nette des sols est difficile à concilier avec **l'objectif de réindustrialisation** de la France.

Emmanuel Macron s'est montré ouvert à des compromis ce mercredi lors de sa conférence de presse

Assurance-chômage : la réforme bientôt enterrée ?

Desserrage de vis

Samedi 15 juin, **cinq organisations syndicales appellent à manifester** contre l'extrême droite.

Sarah Spitz

SEPT FOIS, EMMANUEL MACRON a répété lors de sa conférence de presse mercredi qu'il « assumait » sa réforme de l'assurance-chômage, martelant « qu'il faut continuer sur ce chemin et ce cap ». Face à ses ministres sortants et devant un parterre de journalistes, le Président s'est exprimé sur l'avenir de cette réforme. Ses réponses et quelques indices glanés par les syndicats au sein de l'administration leur laissent entrevoir la possibilité d'une modification des textes.

Un décret sera-t-il publié le 1er juillet ? « La réponse est oui », répond le Président. Il le faut bien : sans décret avant cette date, tout le mécanisme de l'assurance-chômage se fige. Qu'en est-il de la réforme en elle-même, qui prévoit de réduire mécaniquement la durée d'indemnisation maximale à quinze mois pour les chômeurs ? Là, le chef de l'Etat se montre plus modéré. « Il y a un temps électoral. Là aussi, ça doit se reprendre après. Est-ce que ça doit passer par l'Assemblée ? Est-ce que ça doit passer par un décret ? On le verra le lendemain » des élections législatives et de la recomposition de l'Assemblée nationale. Relancé, le Président tente de se montrer plus précis : « je ne veux pas préempter le jour d'après et les décisions qui vont se faire, et donc si certains veulent l'améliorer, ou la changer, je ne peux pas vous dire je crois dans la coconstruction et vous dire que c'est un intangible. Je ne serais pas cohérent. » Un gros appel du pied pour d'éventuels prétendants à une coalition avec le parti présidentiel.

« Gloubiboulga ». Pour les syndicats, même s'il reste de nombreuses questions en suspens, le ciel semble s'éclaircir. « Notre mobilisation paye », réagit Frédéric Souillot, le secrétaire général de Force ouvrière. La veille, les chefs de file des principaux syndicats appelaient encore l'exécutif à abandonner son décret dans une conférence de presse, certains rappelant qu'ils iraient jusqu'au Conseil d'Etat contester le décret. Son homologue de la CFTC, Cyril Chabanier, voit une « une porte, petite, qui s'ouvre » : le Président s'est montré « prêt à rediscuter de ce sujet dans une future coalition et à faire des concessions ». Du côté de la CFDT, Olivier Guivarch se montre prudent, jugeant que tout cela reste encore « confus ».

Côté CFE-CGC, en revanche, « l'allocution du Président ne change rien, c'est un illusionniste, tonne son numéro un François Hommeril. Il fait une réponse gloubiboulga. On peut comprendre qu'il fait un décret de prorogation, mais on est tous dans l'ambiguïté : le décret de la réforme de l'assurance-chômage est en train de passer tel que prévu. Il ouvre zéro porte, au contraire : il agite des mirages ».

Coalitions. En effet, mercredi après-midi, juste après la conférence présidentielle, le décret de l'assurance-chômage a continué son bonhomme de chemin lors d'une séance de la CCNCEFP, une commission du ministère du Travail chargée d'émettre un avis sur les décrets à laquelle siègent les partenaires sociaux. Toutefois, à cette occasion, la commission a préempté deux créneaux de réunions, les 20 et 21 juin, à quelques jours du premier tour des législatives. Pas d'ordre du jour précis, mais certains imaginent qu'ils pourraient servir à l'étude d'un nouveau décret, qui ne ferait que prolonger les conditions actuelles du chômage. Une source indique qu'un tel décret est déjà dans les tuyaux et est bel et bien prévu pour présentation le 20 juin. Une information non confirmée par le ministère du Travail ce mercredi en fin de journée.

Quelle que soit la teneur du décret finalement publié fin juin, tout peut encore être chamboulé après les résultats des élections législatives le 7 juillet et la formation d'un nouveau gouvernement. En ces temps troublés, alors que Les Républicains se déchirent et que le centre gauche s'unit avec LFI, nul ne sait à quoi pourrait ressembler une coalition Renaissance.

Deux choses semblent certaines : ni le bloc de l'union de gauche, ni celui de l'extrême droite ne sont favorables à cette réforme. Jean-Philippe Tanguy, cadre du RN, l'a rappelé au micro de SudRadio le matin même : « la réforme de l'assurance-chômage telle que présentée par Gabriel Attal sera annulée par nos soins ».

Mais peu de syndicalistes font cas de ces promesses prononcées la main sur le cœur. « Vu ce que Jordan Bardella a dit sur la réforme des retraites, on ne leur fera certainement pas confiance sur la réforme de l'assurance-chômage ! », réagit Denis Gravouil de la CGT. Mardi soir, la tête de liste RN aux européennes a déclaré renoncer à l'abrogation immédiate de la réforme des retraites, mettant ainsi sous le tapis la promesse de Marine Le Pen d'une retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt.

@sarah_spritz


SIPA PRESS

Les chefs de file syndicalistes **Frédéric Souillot** (FO), **Marylise Léon** (CFDT) et **Sophie Binet** (CGT), lors d'une conférence de presse commune le 11 juin.

Les sports aquatiques se dérouleront en grande partie dans un bassin éphémère installé à La Défense Arena, à l'ouest de Paris

JO : les épreuves de natation… dans un stade de rugby

Limpide

Paris 2024 a décidé de remettre en vente des billets tous les jeudis matin à 10 heures. Ce jeudi 13 juin, 60 000 places seront disponibles, y compris pour toutes les épreuves de natation.

Jon Elizalde

C'EST UNE SITUATION BAROQUE que l'on pourrait résumer ainsi : la piscine olympique fraîchement construite étant trop petite pour accueillir les épreuves de natation, celles-ci se dérouleront à La Défense Arena, qui n'a jamais accueilli ce type de compétitions puisqu'il s'agit d'un stade de rugby… et qui ne pourra donc accueillir les matches de rugby à 7, qui, eux, se tiendront au Stade de France.

Vous êtes perdus ? On résume. Pour ne pas faire exploser les budgets, il a été décidé en 2020 de revoir à la baisse l'ambition de la piscine olympique - qui devait coûter 90 millions d'euros. Seul équipement sportif construit de façon pérenne pour les JO, le Centre aquatique olympique (CAO) de Saint-Denis ne disposera donc que de 5 000 places… trop peu pour accueillir les courses de natation aux yeux de la Fédération internationale, qui en exige au moins 15 000.

Le CAO, inauguré début avril par Emmanuel Macron, n'accueillera donc que la natation artistique, le plongeon et les phases qualificatives de water-polo. Les courses en ligne et les phases finales de water-polo, elles, trouveront place à La Défense Arena où deux bassins éphémères de 50 mètres et des gradins de 15 000 places sont en construction.

Et ce n'est pas tout ! A Versailles, se construit également une piscine, elle aussi éphémère. Pourquoi en fallait-il une autre ? Il s'agit en fait d'un bassin de 25 mètres qui accueillera l'épreuve de natation du pentathlon moderne. Car il fallait respecter le One Stadium concept de ce sport, indique Etienne Thobois, directeur général de Paris 2024. Comprenez : toutes les épreuves - escrime, natation, équitation, tir sportif et course à pied - de cette discipline doivent se dérouler sur un même site. Abondance de piscines ne nuit pas…

Lieu hybride. Quoi qu'il en soit, transformer La Défense Arena en piscine olympique relève de la prouesse. Il y a seulement un mois se tenaient là quatre dates de concert de la méga star américaine Taylor Swift. En un temps record, 36 jours, les deux bassins (2 500 tonnes d'eau chacun) et les tribunes ont été montés. 16 700 connexions ont été boulonnées pour l'assemblage. La « mise en eau » s'est faite mardi. Un exploit technique qui s'appuie sur deux ans de planification et de conception.

Paris 2024 ne souhaite pas communiquer le budget de l'opération mais souligne que le chantier permet une réduction de 50% d'émissions de CO2 par rapport aux méthodes traditionnelles de construction des bassins. Si les organisateurs ont eu un temps l'ambition de recycler l'eau des bassins, celle-ci sera finalement reversée dans les réseaux de la ville de Nanterre après avoir été filtrée.

Cette métamorphose correspond à l'ambition de La Défense Arena, que son propriétaire, Jacky Lorenzetti, ancien patron de Foncia, décrit comme « une salle de concert où l'on joue au rugby ». Si l'enceinte privée a pour club résident le Racing 92, ce lieu hybride a aussi accueilli en son sein de nombreux spectacles et concerts - Rolling Stones, Bruce Springsteen, Mylène Farmer, Booba, etc. - depuis son inauguration en 2017. Pouvant accueillir jusqu'à 45 000 spectateurs, c'est même la « plus grande enceinte fermée en Europe », comme le décrit son président Frédéric Longuépée, qui se réjouit d'accueillir « le deuxième sport le plus suivi des Jeux après l'athlétisme », même s'il rêvait de recevoir la gymnastique artistique (finalement à la Bercy Arena).

A noter que, si le CAO a été conçu dans l'idée d'offrir, après les Jeux, un héritage à la Seine-Saint-Denis qui manque cruellement de piscines, il en est de même pour les deux bassins de La Défense Arena. L'un ira à Sevran, l'autre à Bagnolet.

@Jon_Elizalde

Au fil des derniers mois, la mise en place de droits de douane européens est devenue inévitable, malgré l'opposition de plusieurs pays comme l'Allemagne, la Hongrie et la Suède

Voitures électriques : pourquoi Bruxelles fait passer la Chine à la caisse

Taxes

La Commission européenne a annoncé mercredi qu'elle comptait augmenter les taxes à l'importation sur les véhicules électriques produits en Chine, qui, de 10%, passeraient dans une fourchette située entre 27% et 48% à partir du 4 juillet.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

CE MERCREDI RESTERA comme un tournant dans la relation entre l'Union européenne et la Chine. Plus de dix ans après avoir assisté, impuissante, au laminage du secteur européen des panneaux solaires par la concurrence chinoise, la Commission européenne a annoncé une forte augmentation des taxes à l'importation sur les véhicules électriques produits dans l'empire du Milieu (environ 20% des unités vendues en Europe), pour ne pas revivre le même drame industriel.

Ces tarifs douaniers, actuellement de 10% (contre 15% du côté chinois sur les importations de véhicules européens) seront relevés en moyenne de 21%, avec des variations par entreprise : 17% pour celles ayant coopéré avec Bruxelles dans son enquête anti-subventions

> *L'UE ne pouvait plus reculer après avoir annoncé publiquement la possibilité de tarifs, en octobre dernier*

(par exemple BYD), 20% pour Geely (actionnaire de Volvo) et 38% pour celles n'ayant pas coopéré, comme SAIC, spécialisé dans les voitures les moins chères. Ainsi le montant total des nouvelles taxes sera compris entre 27% et 48%.

Qu'est-ce qui explique que Bruxelles soit passée à l'offensive sur les voitures, là où elle a échoué sur le photovoltaïque ? Quatre raisons. D'abord, depuis octobre dernier, les inspecteurs de la Commission européenne ont amassé des liasses de preuves et arpenté des usines chinoises pour prouver à Pékin que leur décision est tout sauf politique, et respecte les règles de l'OMC.

« Notre enquête confirme nos soupçons, résume un fonctionnaire de la Commission européenne : l'ensemble de la chaîne de fabrication bénéficie de subventions, depuis les matières premières cherchées sous terre pour les batteries, le raffinage du lithium, la production des piles de batteries, leur transport, les subventions par le pouvoir central mais aussi local, les instruments de financements régionaux, l'exonération de taxes sur les batteries, le financement à des taux plus faibles par les banques, les réductions et exonérations d'impôts sur la R&D, à l'aide à l'installation sur le territoire... ». En moyenne, les voitures produites en Chine sont 20% moins chères que celles fabriquées en Europe.

Crédibilité. « Les producteurs chinois ont de très bonnes technologies, une production de qualité, compétitive en termes de coûts, et ils garderont cela, insiste Niclas Poitiers, expert à l'institut Bruegel. Mais pour chaque voiture vendue, ils ont environ 20% de subventions. » Les tarifs ont été calculés précisément pour compenser cet avantage déloyal. Ils ne sont pas censés augmenter le prix final pour le consommateur européen, ni réduire les volumes, mais dans les deux cas, c'est ce qui risque de se passer à moyen terme, selon les experts du secteur. L'institut Kiel estime que des taxes à 20% réduiraient les importations d'un quart (125 000 voitures par an). Elles rapporteraient aussi des milliards d'euros chaque année à l'Union.

Deuxième raison du passage à l'acte, le consensus de plus en plus partagé au niveau mondial sur le problème des surcapacités chinoises. D'autres pays ont décidé unilatéralement des droits de douane sur les produits chinois : les Etats-Unis (100%), la Turquie (50%), l'Inde (70% à 100%), le Brésil (18% à 35%). D'énormes flux risquaient de se rediriger de ces pays vers l'Union. En outre, la fermeture d'autres marchés à la Chine donne un plus grand pouvoir de négociation aux Vingt-Sept. La Chine ne peut plus se passer des 450 millions de consommateurs européens.

Troisièmement, sur la forme, Bruxelles ne pouvait plus reculer après avoir annoncé publiquement la possibilité de tarifs, en octobre dernier. Elle aurait perdu toute crédibilité, donnant l'impression de plier face au lobbying intensif de la Chine et à ses mesures de rétorsion, notamment sur le cognac français. Très vite, la conversation a évolué vers le niveau des tarifs plutôt que sur leur opportunité.

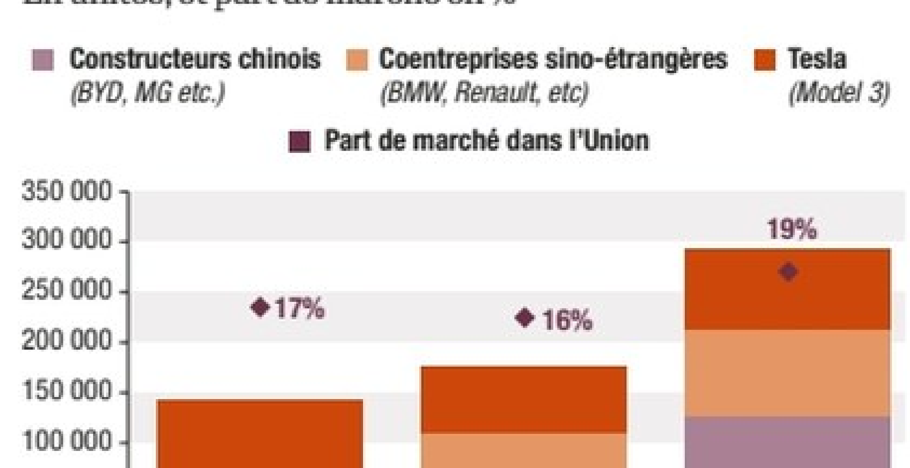
Enfin, politiquement, il y avait un chemin pour passer outre l'opposition de l'Allemagne, dont la coalition s'est montrée de plus en plus divisée sur la question. Si le chancelier Olaf Scholz, qui se veut le représentant des intérêts des entreprises allemandes, continue d'être critique, la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock ainsi que celui de l'Economie Robert Habeck, tous deux issus des Verts, se sont récemment prononcés en faveur de mesures de défense commerciale. Pour rassurer les Allemands, Bruxelles multiplie les contacts avec les autorités chinoises afin de discuter de ce qu'ils pourraient faire pour éviter ces tarifs. Mais une solution de ce type est peu probable, vu la construction structurelle de l'économie chinoise autour de subventions.

Pékin a réagi avec un communiqué très dur, accusant l'Europe de « protectionnisme ». Dans les prochaines semaines, les Européens regarderont avec attention ses contre-mesures. La Commission est censée confirmer sa décision le 4 juillet, et a jusqu'au 4 novembre pour la rendre définitive. Il faudrait une majorité qualifiée d'Etats membres pour l'en empêcher, une hypothèse peu crédible.

@JadeGrandin X

Les ventes de voitures électriques chinoises en forte hausse en Europe

En unités, et part de marché en %



SOURCE : RHODIUM GROUP

Malgré les appels du président Zelensky, la plupart des dirigeants se montrent prudents en l'absence de la Russie et de la Chine

Sommet pour la paix en Ukraine : l'Asie divisée

Ira, ira pas ?

Selon la dernière étude d'opinion annuelle de l'ISEAS-Yusof Ishak Institute, centre de recherche basé à Singapour, **la guerre en Ukraine figure à la troisième place des préoccupations géopolitiques des habitants de l'Asie du Sud-Est** - 39,4% des personnes interrogées la citant comme source d'inquiétude. C'est la situation au Proche-Orient qui les inquiète le plus (46,5%) devant les tensions en mer de Chine méridionale (39,9%).

Claude Leblanc

ALORS QUE LE SOMMET SUR LA PAIX en Ukraine se tiendra les 15 et 16 juin en Suisse, l'une des questions importantes est de savoir combien d'Etats y participeront. Au total, 160 pays ont été invités. Au début du mois, lors de sa participation surprise au Dialogue du Shangri-La à Singapour, Volodymyr Zelensky avait confirmé la présence de 106 Etats à ce rendez-vous auquel la Russie n'a pas été conviée.

Pertinence. Lundi, les autorités helvétiques ont annoncé que 90 Etats et organisations étaient inscrits jusque-là. La présence du président ukrainien en Asie visait à sensibiliser les gouvernements de la région au conflit et surtout à les amener à manifester leur intérêt en dépêchant des représentants à cette conférence dont l'objectif, selon Berne, est de « définir conjointement une feuille de route » sur la manière d'impliquer la Russie et l'Ukraine dans un futur processus de paix. L'absence de Moscou, qui a fustigé « la formule de paix » défendue par Kiev, a incité Pékin à ne pas envoyer de délégation.

Faute de pouvoir compter sur la Chine, dont il a critiqué l'attitude - estimant qu'elle faisait pression sur certains pays pour ne pas se rendre en Suisse -, le dirigeant ukrainien se devait de battre lui-même le rappel auprès des Asiatiques afin de ne pas donner l'impression d'un événement façonné pour les Occidentaux. « Nous avons besoin du soutien des pays asiatiques. Nous voulons que l'Asie sache ce qui se passe en Ukraine, que l'Asie soutienne la fin de la guerre », avait-il lancé à Singapour.

> *La participation des Philippines reflète la politique étrangère « audacieuse et confiante » menée par le président qui a notamment décidé de s'opposer à Pékin*

Plusieurs pays asiatiques s'interrogent sur la pertinence de participer alors que la conférence aura lieu dans la foulée du sommet du G7 - de jeudi à samedi dans le sud de l'Italie - auquel Volodymyr Zelensky assistera et où il sera notamment question de trouver un accord sur l'utilisation des intérêts provenant des avoirs russes gelés pour aider l'Ukraine.

Le caractère « pro ukrainien » du Sommet sur la paix devrait amener plusieurs pays comme le Vietnam et le Laos, qui se sont abstenus lors des votes onusiens sur le conflit, à ne pas se déplacer. L'Inde, dont les liens historiques avec Moscou l'ont conduite à ne pas s'aligner sur les sanctions occidentales à l'égard de la Russie, se contentera de dépêcher un haut fonctionnaire des Affaires étrangères alors que Narendra Modi se rendra au G7.

Pied de nez. Cette présence a minima s'inscrit dans la volonté exprimée, le 20 mai, par le Premier ministre indien de participer d'une manière ou d'une autre à « tous les sommets importants qui visent à promouvoir la paix, la sécurité et le développement dans le monde ». Cette attitude prudente s'oppose à l'engagement plus ferme du Timor oriental, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande.

La participation des Philippines, confirmée lors de la rencontre à Manille entre le président Ferdinand Marcos Jr et son homologue ukrainien, est particulièrement intéressante. Elle reflète la politique étrangère « audacieuse et confiante » menée par le chef d'Etat philippin qui a notamment décidé de s'opposer à la Chine. Sa présence peut être interprétée comme un nouveau pied de nez adressé à Pékin alors que les tensions restent vives entre les deux pays en mer de Chine méridionale.

Reste à savoir si l'Indonésie y assistera. Le président Widodo avait été le premier Asiatique à visiter l'Ukraine en 2022. Il quittera le pouvoir à l'automne et peut-être évitera-t-il de se montrer en Suisse car son successeur Prabowo Subianto, élu en mars, semble plus attentif à l'humeur de Pékin.

@Japonline X

Les favoris de l'ex-président réussissent aux primaires pour les postes de sénateurs et représentants

Le soutien de Trump, crucial aux candidats républicains

Graal

Selon *The Economist*, Donald Trump et Joe Biden restent au coude-à-coude à moins de cinq mois de l'élection présidentielle qui aura lieu le 5 novembre. **Le républicain ne dépasse son rival que d'un point, avec 45% des intentions de vote.**

Lola Ovarlez

LA PRIMAIRE RÉPUBLICAINE pour la présidentielle est terminée depuis le 4 juin. Mais pendant que Donald Trump attend son investiture officielle le 18 juillet, il continue de gagner des scrutins à travers les Etats-Unis. Sauf que ce n'est pas sa candidature qui est en jeu, mais celle des républicains pour le Congrès qui espèrent, eux aussi, être élus le 5 novembre.

Mardi, le Dakota du Nord, la Caroline du Sud, le Maine et le Nevada ont montré que Donald Trump était bel et bien le faiseur de rois au sein du Grand Old Party. Neuf de ses favoris ont remporté les primaires républicains dans ces Etats et se préparent ainsi à affronter leurs rivaux démocrates. En Caroline du Sud, les électeurs du parti ont ainsi choisi de reconduire la représentante Nancy Mace, une ancienne opposante au milliardaire devenue l'une de ses plus grandes supportrices à Washington. Dans le Dakota du Nord, l'anti-Trump Cara Mund a, elle, largement été battue par Julie Fedorchak, soutenue par l'ex-président, lors de la primaire pour la Chambre des représentants.

Cara Mund, ancienne Miss America, fait cependant figure d'exception. Dans la plupart des Etats, tous les candidats républicains se sont rangés derrière Donald Trump et c'est à lui de désigner son favori. Un choix parfois opportuniste, parfois sentimental, mais qui fait toujours des malheureux. Les républicains se disputent en effet cruellement l'appui de leur grand chef. Son ancien ambassadeur en Islande, Jeffrey Gunter, a tellement mal digéré de ne pas l'avoir face à Sam Brown, qu'il a accusé son ex-patron d'avoir été influencé par un « gros chèque ». Son rival a remporté la primaire du Nevada pour le poste de sénateur mardi, avec plus de 59% des voix.

« Gage de qualité ». Graal pour les candidats républicains, les « endorsements » de Donald Trump sont considérés comme un « gage de qualité » par les électeurs du parti. Plus d'une quarantaine de ses favoris ont gagné leur primaire. Alors qu'il reste 24 scrutins pour la Chambre des représentants et 18 pour le Sénat d'ici au 5 novembre, certains candidats appuyés par l'ex-président sont en bonne position pour remporter l'investiture. Au Wisconsin, l'aspirant sénateur Eric Hovde est ainsi déjà donné vainqueur alors que la primaire n'a lieu que le 13 août.

Mais seuls les scrutins du 5 novembre - où sont en jeu les 435 sièges de la Chambre des représentants et un tiers des 100 du Sénat - détermineront si Donald Trump est aussi faiseur de rois au-delà de son parti. Lors des élections de mi-mandat 2022, il s'était vanté auprès du *New York Times* de son bilan « parfait » en termes de choix de favoris. Pourtant, plusieurs de ses poulains avaient été défaits par les démocrates, y compris dans des Etats pivots. Lors du scrutin sénatorial en Pennsylvanie, Mehmet Oz avait notamment été battu par le démocrate John Fetterman.

Donald Trump, qui n'a toujours pas digéré la très limitée victoire de son parti il y a deux ans, espère avoir fait les bons choix cette année. Son objectif est non seulement d'être réélu président, mais aussi d'obtenir une majorité pro-Trump au Congrès afin de mener à bien son programme anti-immigration et protectionniste. Il est, pour l'instant, sur la bonne voie pour reprendre les sièges de sénateurs de l'Ohio, du Montana et du Michigan. Dans cet Etat pivot où Joe Biden est en difficulté, les démocrates risquent de perdre face à Mike Rogers. Et même si ce dernier doit attendre d'être investi le 6 août, il a déjà le soutien entier de Donald Trump.

@lolaovarlez X

La fabrique de l'Opinion

L'invitée du 8 Bellini

Stéphanie de Boüard-Rivoal

« Un nouveau chapitre s'ouvre à Angelus, marqué par un souffle de liberté et une forme de créativité renouvelée »

Domaine emblématique de la côte sud du vignoble de Saint-Emilion, Château Angelus est la propriété de la famille de Boüard de Laforest depuis 1782. Rencontre avec sa dirigeante hors norme, Stéphanie de Bouärd-Rivoal, les pieds dans le terroir, la tête dans les étoiles.

Très tôt, vous avez su que vous vouliez travailler dans la vigne. Mais est-on vraiment libre de ses choix quand on est la 8e génération d'une famille à la tête d'un domaine d'exception ?

Libre oui, car jamais rien ne m'a été demandé ni imposé par ma famille. Au sein de ma fratrie, je suis celle qui a exprimé le plus tôt, dès l'âge de sept ans, cette volonté de rejoindre ce domaine où je voyais travailler mon père et mon grand-père. Plus tard, j'ai ressenti ce désir, comme une vocation, de perpétuer et transmettre l'histoire que j'avais reçue en héritage.

Quelle est cette histoire ?

Celle d'un attachement quasi charnel à nos vignes qui vient de mon grand-père. Un terrien au sens noble du terme. Il y passait tout son temps et ne comprenait pas que mon père voyage autant. Mais mon père avait compris qu'il fallait faire rayonner la marque. Il a pris son bâton de pèlerin et a sillonné les différents continents.

Avant de reprendre le domaine, vous êtes partie à l'étranger. Pourquoi ?

J'ai passé quelques années en Angleterre dans la banque privée pour m'ouvrir sur le monde, parfaire mon anglais et avoir une expérience probante dans un autre secteur d'activité. A mon retour, six ans plus tard, je n'étais pas forcément attendue.

Ça a été difficile de trouver votre place ?

Les débuts n'ont pas été évidents. Après six années en Angleterre, on ne m'attendait pas à Angelus. Certains doutaient que je puisse prendre la suite de l'emblématique Hubert de Boüard. J'ai réussi à dissiper ces interrogations en redoublant d'implication, de sérieux et d'ambition. Pour être à la hauteur d'Angelus, il faut de la force de caractère et une grande détermination.

On dit souvent que les entreprises familiales éclatent à la troisième génération. Quels sont les principaux obstacles auxquels vous avez dû faire face en arrivant en 2012 ?

Mon jeune âge – 30 ans quand j'ai repris les rênes du Château en 2012 – a interpellé au départ. Mais nous avons su organiser une transition très fluide avec mon père. J'étais jeune mais j'avais une idée très précise de ce que je voulais pour l'avenir d'Angelus, et mon père a montré un soutien sans faille.

Quels conseils donneriez-vous à ceux qui se trouvent aujourd'hui dans une situation similaire à la vôtre il y a 12 ans ?

Je conseillerai d'anticiper au maximum la transmission, qu'elle soit opérationnelle ou capitalistique. Et je distingue bien les deux. Ce n'est pas parce qu'on est héritier, donc actionnaire, qu'on est forcément légitime à occuper des fonctions de direction.

C'est pourtant ce que vous avez fait…

En effet, mais ma légitimité de dirigeante ne vient pas de ma qualité d'actionnaire. Si mes enfants souhaitent un jour reprendre le flambeau, il y aura trois principes fondamentaux à respecter. D'abord en avoir envie, ensuite en avoir les compétences et enfin avoir eu une expérience significative et concluante dans un autre secteur. Sans ces trois composantes, je n'envisage pas qu'un des membres de la famille puisse prendre le relais. Beaucoup de travail et de sacrifices ont été consentis pour que cette entreprise atteigne un tel niveau d'excellence. Nous devons la protéger. Pour la pérennité du domaine, nous ne transigerons jamais sur les qualités et les compétences requises pour s'en voir confier la charge destinée.

Vous avez stabilisé l'actionnariat il y a peu de temps…

Je détenais 2% du domaine à l'origine. En neuf ans, je suis progressivement passée à 50% en rachetant des participations au sein de la famille.

Quelle était la surface du domaine en 2012 et quel est-il aujourd'hui ?

De 35 hectares en 2012, le domaine s'étend aujourd'hui sur 135 hectares, dont 64 à Saint-Emilion.

Vous êtes également sorti du prestigieux classement des Saint-Emilion. Pourquoi ?

Nous étions arrivés à la fin d'un cycle. En 2022, dix ans après avoir repris les rênes du domaine et conduit une phase de forte croissance et de diversification, j'ai estimé que nous entrions dans une nouvelle ère. Le choix de quitter le classement est l'aboutissement d'une démarche sans compromis ni concession.

C'est-à-dire ?

Nous sommes l'unique propriété à Saint-Emilion à avoir occupé toutes les strates du classement. L'ultime étape était de s'en affranchir et de pousser encore plus loin les curseurs de l'exigence, de la rigueur et de l'excellence. Désormais, un nouveau chapitre s'ouvre à Angelus, marqué par un souffle de liberté et une forme de créativité renouvelée.

Quelles sont les nouveautés ?

On s'est donné les moyens d'explorer, d'innover, d'élargir nos horizons à la vigne, avec notamment l'addition de trois hectares exceptionnels de merlot et un nouveau chai de vinification. La révolution astrale qui illustre notre flacon créé en 2022 symbolise cette fin de cycle et le début d'un autre.

Comment conjuguer innovation et respect d'un terroir vieux de deux siècles et demi ?

Notre défi est de faire coexister en permanence modernité et tradition au domaine. Certaines de nos parcelles sont travaillées par nos chevaux, d'autres par des tracteurs électriques. Nous avons même testé un temps un robot ! Mais c'était moins concluant.

« Nous ne transigerons jamais sur les qualités et les compétences requises pour s'en voir confier la charge destinée »



DEEPIX

Doucement sur l'innovation donc…

Au contraire ! Nous allons inaugurer en 2025 un nouveau chai pendulaire, avec des cuves tronconiques suspendues au plafond, en gravité totale, ce qui permettra de vider les cuves sans pompes, par simple gravité. Nous continuons de faire ce que nous faisions auparavant, en allant encore plus loin en termes de précision, de confort de travail et de tranquillité d'esprit.

L'intelligence artificielle a-t-elle sa place dans un domaine viticole ?

A terme certainement, mais nous n'en sommes qu'aux prémices et l'IA ne présente, pour l'heure, que peu d'intérêt en matière de viticulture.

Héritière de la tradition

Huitième génération aux manettes de Château Angelus, Stéphanie de Boüard-Rivoal est aussi la troisième femme à le piloter en deux siècles et demi d'histoire.

Que vous a-t-on proposé ?

Des sondes météorologiques sur des piquets connectés dans les vignes. Les outils que nous avons ont démontré une plus grande efficacité. Mais peut-être que dans quelques années, nous aurons des solutions performantes, par exemple pour lutter contre certains champignons qui menacent régulièrement le vignoble bordelais.

L'innovation est aussi passée par une diversification de vos activités…

Après une dégustation au domaine, quoi de mieux pour prolonger l'expérience qu'une belle table avec de jolis accords mets et vins, suivie d'une nuit au cœur de Saint-Emilion, classé au patrimoine mondial de l'Unesco. C'est dans cet esprit que nous avons racheté le Logis de la Cadène, la plus ancienne auberge du village, où le chef Thibaut Gamba s'exprime avec un certain brio. Nous y avons huit chambres complétées des quatre suites de la Maison de la Cadène, un ancien hôtel particulier. Nous sommes aussi propriétaires de L'Auberge de la Commanderie, un hôtel de 17 chambres. Enfin, en 2019 nous avons racheté, à Bordeaux, Le Gabriel, situé sur l'emblématique place de la Bourse. Le bar, le bistrot et le restaurant gastronomique qui composent le lieu ont été confiés à Bertrand Noeureuil, un chef de grand talent. Chacun dans leur style, ces deux chefs ont su s'inscrire dans la continuité de ces deux établissements, qui ont conservé leur étoile, tout en jouant leur propre partition.

Quelle a été la croissance du groupe depuis votre arrivée ?

Depuis mon arrivée, le chiffre d'affaires est passé de 15 à 25 millions d'euros. Nous étions 24 salariés en 2012, aujourd'hui, nous sommes 170. Après un cycle de développement, nous sommes entrés dans un cycle de consolidation.

Comment les normes impactent-elles votre activité ?

En excès, elles représentent une perte de temps et d'efficacité considérable. Je parle ici des normes sanitaires ou sécuritaires. Imaginez qu'on ne peut pas demander à un salarié de changer une ampoule sans qu'il ait suivi une formation spécifique ! La prudence est louable, mais l'excès de prudence est nocif à toute activité. Il y a un réel risque d'asservissement et de paralysie préjudiciable à la bonne marche de l'entreprise en général. On ne réfléchit plus, on se contente de s'assurer que les normes, qui sont loin d'être toujours pertinentes, sont bien respectées.

Interview Raphaël Legendre
@LEGENRA X

Calme, luxe et volupté
La course en tête…

La chronique de Emmanuelle Sidem

Au-delà d'une conjoncture moins favorable, se pose la question pour le luxe de maintenir une croissance que tous les secteurs lui envient. En effet, la performance fantastique des grands noms du luxe ces dernières années s'est faite, pour l'essentiel, à « produit » et création constants.

Entrons dans un magasin Hermès, Dior, Vuitton, Chanel ou Cartier. Les produits que nous y trouvons sont pour l'essentiel présents depuis fort longtemps, quand ne sont pas mis en avant des modèles datant de près d'un siècle, les fameux « iconiques » : Bride de Gala, Tank, Keepall, Kelly, etc. De nombreux produits sont bien apparus, mais qu'apportent-ils réellement de novateur ? Hormis peut-être la montre Hermès-Apple, ou une valise connectée, nous y reviendrons.

Certes, la magie du luxe est de nous faire percevoir l'ancien, la tradition, comme éternellement inédits. C'est vrai aux plans des formes, des couleurs, de quelques fonctionnalités ou services. Certes aussi, le luxe a accompli des efforts énormes en matière de qualité, et par là de R&D. Mais ces efforts se sont limités pour l'essentiel à la dimension technique des produits. Et il faut avouer que l'on venait parfois de loin !

Produits connexes. En fait, pour le luxe, la voie de la croissance, à y regarder de près, fut celle de l'extension vers des produits connexes à son activité originelle. Tel qui faisait des selles a fait des bottes, puis des vêtements de cavalier, puis de ville… Tel autre qui créait des malles s'est lancé dans le sac, le portefeuille, la ceinture…

Ces extensions se sont prolongées dans une diversification vers des métiers ou des activités nouvelles radicalement différents : la montre pour des maroquiniers, le stylo pour des malletiers, le bijou pour tous. D'où l'engouement des maisons de luxe pour l'hôtellerie. Quelle maison n'a pas aujourd'hui son ou ses hôtels, son ou ses restaurants ? Mais outre que le secteur devient fort encombré, il est dépendant du tourisme et pour tout dire, de la Chine.

Ces extensions et diversifications ont permis de conserver le client dans l'univers de la marque, avec le succès que l'on sait. A deux bémols près. Le premier est le risque de saturation, de trop-plein. Est-il durablement raisonnable de se parer, de se nourrir, de voyager, de dormir Bulgari ou Ferrari ? Le second bémol est que cette croissance est bâtie sur ce qui pourrait être assimilé à une « rente », que procurent l'image et la renommée de la marque. Toutes ces évolutions ayant en effet été permises par la constitution de groupes de luxe puissants financièrement : il est plus facile donc de « M&A » que de créer et d'innover.

Ce n'est pas Venise qui a inventé le gouvernail et les voiles pour affronter l'océan et découvrir les nouveaux mondes ; ce n'est pas Amsterdam qui a développé l'industrie ; ce n'est pas la Suisse qui a créé la montre connectée ; ni les constructeurs automobiles la voiture électrique. Alors, encore un effort si nous voulons être encore là pour une éternité que le luxe met en scène et promeut. Avec raison ?

Emmanuelle Sidem,
CEO de ConnexConsulting,
conseil en management des marques.

LAURENCE JAROUSSE

l'Opinion **BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU** - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES | 13 juin 2024 | & l'Opinion | NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Le nouveau défi de Boeing : apprendre à des novices comment fabriquer un avion


SIPA PRESS

Les usines Boeing fourmillent de nouveaux arrivants, souvent jeunes et sans aucune expérience dans l'aéronautique.

Un jour, Daniel Horine s'est installé dans une salle de formation sans fenêtre de l'immense usine Boeing d'Everett, dans l'Etat de Washington. L'homme était ouvrier dans une fonderie ; c'est son voisin qui lui avait dit que l'avionneur recrutait. Expert en cybersécurité, ex-formateur chez Starbucks : autour de lui, les profils des centaines de personnes présentes étaient variés.

Leur mission : apprendre en trois mois à fabriquer un avion.

« Rien ne m'avait préparé à ce que j'ai vécu, raconte M. Horine, qui a été embauché en août et travaille sur les nouveaux 777X. Ce n'est pas comme une voiture qui transportera une ou deux personnes : on sait que si on se rate, on peut faire tomber un avion. »

Sous l'effet d'une vague de départs à la retraite qui a débuté pendant la pandémie et s'est poursuivie depuis, la main-d'œuvre de Boeing a énormément évolué en quelques années. Le groupe, qui doit produire des avions pour répondre à la demande, s'est donc lancé dans un marathon de recrutement.

Comme tant de restaurants McDonald's, l'usine de Renton, où Boeing produit les 737, a installé une grande affiche sur sa façade : « Ici, on recrute ».

L'an passé, rien qu'autour de Puget Sound [NDLR : c'est-à-dire autour de Seattle], Boeing a recruté pas moins de 800 ouvriers par mois. Et continue d'accueillir plusieurs centaines de nouvelles recrues tous les mois, même si le rythme a peu ralenti.

Résultat : les usines fourmillent de nouveaux arrivants, souvent plus jeunes que leurs prédécesseurs et sans aucune expérience dans l'aviation. Ceux qui, forts de leurs décennies d'expérience, savaient gérer les problèmes de pièces détachées et les caprices des machines ou expliquer aux débutants où se trouvait telle procédure cachée dans les tréfonds d'un tutoriel, ne sont désormais plus là.

Une situation qui, selon les dirigeants de Boeing, a contribué aux problèmes de qualité auxquels se heurte l'avionneur depuis la catastrophe évitée de justesse en janvier dernier – un morceau de fuselage s'était détaché d'un appareil d'Alaska Airlines en plein vol.

Dans la foulée, le groupe s'est mis en quête de réponses, et c'est le manque d'expérience des ouvriers sur les chaînes de production qui a été le plus souvent cité par les salariés interrogés, indique Elizabeth Lund, récemment nommée directrice de la qualité de la filiale commerciale de Boeing. « Les salariés expérimentés nous ont répété qu'ils n'en pouvaient plus de former des gens », souligne-t-elle.

Le besoin de formation était tel qu'après l'accident, le groupe a décidé de ne plus envoyer les nouvelles recrues sur la chaîne de fabrication pendant plus d'un mois, le temps de repenser la façon dont il forme les ouvriers. « On s'est dit qu'il fallait trouver une solution pour ne pas aggraver le problème », explique-t-elle.

Un savoir qui se perd

De la santé à l'industrie en passant par le service client, aucun secteur ou presque n'a échappé à l'afflux de salariés inexpérimentés. De fait, beaucoup de gens ont été licenciés pendant la pandémie et avaient fini par retrouver du travail ailleurs quand les entreprises se sont remises à recruter. Un certain nombre d'entreprises – dont Boeing – se sont servies des départs antici-

Lire BOEING en page II

Ce que l'accord entre Apple et OpenAI signifie pour quatre géants de la tech

L'accord conclu entre OpenAI et Apple bouleverse le rapport de force dans la course à l'intelligence artificielle (IA).

Annoncé lundi, ce deal confère à la start-up un rôle important dans les projets du géant de Cupertino pour mettre l'IA à disposition de sa vaste communauté d'utilisateurs. Parallèlement, Microsoft – concurrent d'Apple et partenaire technologique le plus important d'OpenAI – tente lui aussi de progresser en matière d'IA grand public. La collaboration entre OpenAI et Apple constitue un revers pour Google, qui verse depuis longtemps des milliards de dollars par an à la firme à la pomme pour pouvoir être le moteur de recherche par défaut sur ses appareils.



SIPA PRESS

Le partenariat confère à OpenAI un rôle important dans les projets d'Apple pour mettre l'IA à disposition de sa vaste communauté d'utilisateurs.

L'accord contribue, par ailleurs, à renforcer la position de premier plan d'OpenAI dans le boom de l'IA générative et constitue une victoire pour son directeur général, Sam Altman. Quelques semaines avant de participer à la présentation du partenariat avec Apple, le dirigeant s'était rendu à la conférence des développeurs de Microsoft, où la phrase « Microsoft Loves OpenAI » avait été affichée à l'écran, le mot « love » étant symbolisé par un cœur bleu.

Voici un aperçu des conséquences du nouveau deal pour les principaux acteurs du secteur.

Pour Apple

Grâce à OpenAI, Apple a la possibilité de mettre l'IA à la portée du plus grand nombre. Cela pourrait également aider la firme à la pomme à vendre plus de téléphones et à redorer le blason de son assistant vocal, Siri, alors que l'entreprise développe ses propres modèles d'IA. Mardi, le titre Apple a bondi de 7% pour atteindre 207,15 dollars. Sa valorisation a augmenté de 215 milliards de dollars – la plus forte hausse jamais enregistrée en une journée – pour atteindre un record de 3 176 milliards à la clôture.

La mission d'OpenAI auprès du géant de Cupertino a toutefois des limites. La société permettra de remplir certaines tâches que l'IA d'Apple est incapable de prendre en charge – par exemple répondre à des questions particulièrement complexes ou rédiger

Lire TECH en page II

L'impétueux PDG qui mène la course à l'armement de l'Ukraine

Armin Papperger a déclaré que le géant mondial de l'armement qu'il dirige envisageait de risquer une attaque russe en implantant en Ukraine une usine capable de produire 400 nouveaux chars par an.

Ce type de déclaration hardie est typique du Bavarois de 61 ans qui est devenu un incontournable du domaine de l'armement, personnage extraverti dans un secteur qui privilégie généralement la discrétion.

Le patron de Rheinmetall, chasseur passionné à la crinière blanche, a contribué à transformer un obscur groupe industriel en géant mondial de la défense.

La demande de véhicules militaires et d'obus d'artillerie de Rheinmetall a flambé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, procurant à l'entreprise un carnet de commandes d'une valeur de 43 milliards de dollars, soit trois fois plus que fin 2021. Le cours de ses actions a augmenté de plus de 400% depuis le début de la guerre, surpassant toutes les autres grandes entreprises d'armement occidentales.

Rheinmetall affirme que des centaines de véhicules et des millions de munitions de sa fabrication ont été envoyés en Ukraine. Cette semaine, l'entreprise a ouvert son premier centre de réparation et d'entretien du pays, qui servira à réparer les équipements allemands à proximité du champ de bataille.

Sous l'égide de M. Papperger, Rheinmetall s'est également imposé dans la production d'armes très demandées comme des roquettes pour systèmes d'artillerie et est entrée sur le lucratif marché américain. Pour l'instant, l'entreprise a décroché un contrat ma-

Lire ARMEMENT en page II

TECH

Suite de la page I

des messages –, mais toujours avec l'autorisation de l'utilisateur. La présentation du partenariat avec OpenAI n'a duré que deux minutes pendant la conférence annuelle des développeurs d'Apple, qui a duré près de deux heures.

La firme à la pomme a indiqué qu'elle intégrerait son nouveau système d'IA personnalisé – baptisé Apple Intelligence – à d'autres modèles d'intelligence artificielle, dont des produits développés par Google. Apple est également en discussion avec d'autres développeurs d'IA, indiquent des sources bien informées.

Quoi qu'il en soit, être mis à l'honneur lors de l'événement d'Apple sert les intérêts d'OpenAI. La start-up a, en effet, été présentée par l'entreprise de technologie grand public la plus prospère au monde comme le leader de l'IA générative. Cela la fait implicitement passer avant Google, qui paye à Apple jusqu'à 20 milliards de dollars par an pour être son moteur de recherche par défaut, et se positionne comme le plus grand rival d'OpenAI et de Microsoft. « Nous voulions nous lancer avec le meilleur », a souligné lundi Craig Federighi, responsable des logiciels chez Apple, ajoutant qu'OpenAI « représente le nec plus ultra pour nos utilisateurs à l'heure actuelle ».

L'accord a manifestement froissé un concurrent d'OpenAI, Elon Musk, qui a lancé xAI l'année dernière pour rivaliser avec la start-up dont il est l'un des cofondateurs. Le milliardaire a intenté un procès à OpenAI au motif qu'il s'est éloigné de sa raison d'être initiale en donnant la priorité au profit sur le bien commun.

« C'est parfaitement absurde de penser qu'Apple n'est pas assez brillant pour créer sa propre IA, mais qu'il est en revanche capable


SIPA PRESS

L'accord entre Apple et OpenAI a particulièrement irrité Elon Musk.

de garantir qu'OpenAI protégera votre sécurité et votre vie privée ! », a écrit M. Musk sur X. Il a menacé d'interdire les appareils Apple dans ses entreprises si la technologie d'OpenAI est intégrée dans les systèmes d'exploitation Apple.

Apple a affirmé que les informations relatives à ses utilisateurs ne seraient pas partagées avec ChatGPT, qui tourne sur des serveurs OpenAI. La start-up ne peut pas relever les empreintes numériques des utilisateurs ni voir toutes les requêtes qu'ils effectuent.

Pour Microsoft

Microsoft a investi plus de treize milliards de dollars dans OpenAI et détient aujourd'hui 49% du capital de sa branche commerciale. Ces fonds ont permis à la start-up de développer certains des outils d'intelligence artificielle les plus puissants au monde. La technologie d'OpenAI permet également à Microsoft de devancer ses rivaux dans la course à l'IA. Les termes du partenariat permettent aux deux parties de conclure des accords avec d'autres entreprises.

L'accord passé avec Apple soulève des questions sur la teneur du partenariat entre OpenAI et Microsoft, sur le degré d'exclusivité de l'accès du géant de Seattle à la technologie d'OpenAI et sur la manière dont ce deal influencera l'ambition, ancienne, de Microsoft de développer des produits d'IA grand public.

Un porte-parole d'OpenAI a refusé de préciser les différences entre les accords noués avec Apple et Microsoft. Les porte-parole d'OpenAI et d'Apple n'ont pas souhaité commenter les détails du contrat conclu par leurs entreprises respectives.

En tant que premier investisseur, Microsoft bénéficie d'un accès plus rapide aux nouveaux modèles d'OpenAI et d'une certaine transparence sur le fonctionnement interne de son code. Apple dispose désormais, lui aussi, de certains droits privilégiés concernant la technologie d'OpenAI, indique une source proche du dossier.

La collaboration entre OpenAI et Microsoft a permis aux deux entreprises de contrebalancer le poids de Google, qui les menaçait tous les deux, dans le domaine des moteurs de recherche et de l'IA. L'an dernier, le PDG de Microsoft, Satya Nadella, a déclaré à un journaliste qu'il espérait que le moteur de recherche Bing, alimenté par l'IA, allait enfin faire « trembler » Google.

Microsoft espère également utiliser l'IA pour conquérir des parts de marché sur le segment des ordinateurs personnels. Le mois dernier, la société a dévoilé une nouvelle gamme de PC utilisant de petits modèles d'IA fonctionnant avec une puce d'intelligence artificielle personnalisée capable de générer des images et d'exécuter des fonctionnalités de recherche avancées. Chez Microsoft, certains considèrent l'alliance Apple-OpenAI comme un nouvel obstacle aux ambitions du géant de Seattle de développer des produits d'IA grand public performants. M. Nadella et Microsoft ont misé des milliards et engagé les plus grandes marques du groupe sur la technologie d'OpenAI.

« Après tout ce qu'il a fait pour OpenAI, ça doit lui laisser un goût amer dans la bouche », estime Gene Munster, associé gérant de Deepwater Asset Management.

Microsoft travaille aussi avec de nouveaux partenaires dans le domaine de l'IA. En 2023, il a conclu des accords avec Meta et Mistral AI, qui construisent tous deux des systèmes d'IA open source. Au début de l'année, M. Nadella a recruté Mustafa Suleyman, un ancien cadre de DeepMind qui a dirigé une autre start-up d'intelligence artificielle, Inflection, pour piloter les projets de Microsoft en matière d'IA grand public.

L'augmentation potentielle du nombre de nouveaux utilisateurs de la technologie d'OpenAI grâce au partenariat avec Apple pourrait aussi se traduire par une hausse des revenus de Microsoft, le logiciel de la start-up étant hébergé exclusivement sur son service de cloud Azure.

Pour Google

L'accord pourrait profiter à Microsoft en creusant le fossé entre Apple et Google, son concurrent le plus direct dans le domaine de l'IA. Depuis 2003, la firme à la pomme a fait de Google le moteur de recherche par défaut de son navigateur Safari. La capacité de Siri à rediriger les utilisateurs vers ChatGPT pour certaines requêtes met en péril le trafic du géant de Mountain View.

Peu après le lancement de ChatGPT fin 2022, M. Federighi et John Giannandrea, vice-président senior chargé de l'IA, ont commencé à étudier les possibilités d'utiliser l'agent conversationnel dans les produits Apple.

Le géant de Cupertino a redoublé d'efforts pour intégrer l'IA générative dans ses produits à partir du début de l'année 2023. Il travaille également sur sa propre technologie de type ChatGPT, indiquent des personnes au fait de ces projets.

Le ChatGPT accessible à tous les utilisateurs d'Apple sera par défaut la version gratuite. Cependant, ils pourront ajouter sur leur appareil un abonnement premium à l'agent conversationnel, qui enverra alors des données à OpenAI.

Google s'est, lui, engagé dans une bataille avec OpenAI pour développer et vendre des systèmes d'IA de pointe. Par le passé, il s'est agacé des initiatives d'Apple pour détourner les utilisateurs de son moteur de recherche.

« Google sera certainement vigilant », indique Annette Zimmermann, vice-présidente chargée de l'IA chez Gartner.

Pour OpenAI et Sam Altman

En intégrant ChatGPT aux produits d'Apple, OpenAI, qui revendique environ 100 millions d'utilisateurs hebdomadaires, accède à un vivier potentiel bien plus vaste que celui dont il dispose aujourd'hui, même après son décollage fulgurant. Apple affirme qu'environ 2,2 milliards de ses appareils sont utilisés dans le monde.

La présence d'OpenAI à un grand raout d'Apple est en quelque sorte un retour aux sources pour M. Altman, qui admire depuis longtemps l'entreprise et son fondateur, feu Steve Jobs. En 2008, M. Altman, alors âgé de 23 ans, vêtu d'un jean délavé et d'un polo rose vif porté pardessus un polo vert citron, avait pris la parole lors d'un événement Apple pour promouvoir son service de géolocalisation, Loopt.

La position prépondérante d'Apple dans le domaine de la technologie grand public correspond aux ambitions de M. Altman, qui souhaite que, dans la lignée de ChatGPT, OpenAI développe d'autres produits susceptibles d'intéresser les particuliers. M. Altman travaille également sur un appareil personnel alimenté par l'IA avec l'aide de Jony Ive, ancien designer d'Apple.

Cette semaine, M. Altman était assis au côté de responsables d'Apple – anciens et actuels – avec deux autres dirigeants d'OpenAI, Brad Lightcap et Greg Brockman. Le trio a été aperçu en train de discuter avec des dirigeants d'Apple avant l'événement.

News Corp, propriétaire du *Wall Street Journal*, a conclu un accord de licence de contenu avec OpenAI.

Deepa Seetharaman, Aaron Tilley et Miles Kruppa

Tom Dotan a contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

ARMEMENT

Suite de la page I

jeur avec l'armée américaine et elle est en lice pour conclure un second accord plus important encore, fait relativement rare pour une société étrangère.

Mais cette visibilité accrue suscite quelques critiques, notamment dans son pays natal qui conserve une tendance pacifiste très forte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des manifestants antimilitaristes ont envahi des usines Rheinmetall et enregistré des chansons de rap critiquant l'entreprise. M. Papperger a été directement visé au mois de mai lorsque des incendiaires ont brûlé l'abri de jardin d'une de ses maisons.

Les fréquentes déclarations de M. Papperger agacent aussi certains de ses pairs et des responsables politiques.

« M. Papperger fait beaucoup de déclarations, on l'entend beaucoup », constate Sebastian Schäfer, député allemand membre d'une commission parlementaire qui gère un fonds de défense de 100 milliards d'euros. « Au lieu de faire de grandes annonces, Rheinmetall ferait mieux de produire. »

Plus d'un an après avoir évoqué l'idée d'une usine de chars en Ukraine, les travaux de cette installation – ainsi que ceux de nombreuses autres dont M. Papperger a parlé – n'ont toujours pas débuté.

L'entreprise n'est « pas près » d'implanter une usine de chars en Ukraine, affirme M. Schäfer.

M. Schäfer ajoute que M. Papperger lui avait confié l'année dernière que le centre de réparations – ouvert cette semaine – serait prêt pour l'hiver. En attendant, beaucoup de matériel donné par l'Allemagne a dû être réparé hors d'Ukraine, précise-t-il.

Ukroboronprom, entreprise publique et partenaire local de Rheinmetall en Ukraine, assure que, pour l'instant, aucun financement n'a été levé pour des sites de production.

Rheinmetall a refusé de solliciter M. Papperger pour cet article, mais un porte-parole a indiqué que l'entreprise avait « prouvé que nous faisons ce que nous disons » en évoquant les projets réalisés avec l'armée allemande et le matériel envoyé à l'Ukraine.

Ce porte-parole assure que M. Papperger a toujours dit que Rheinmetall assurerait d'abord des services et de l'entretien en Ukraine, que la production de véhicules était « garantie lors d'une phase ultérieure » et qu'ensuite, la production de chars « suivrait dans le cadre d'une étape finale. »

L'homme du moment

Né en Bavière, un Etat prospère du sud de l'Allemagne, M. Papperger a fait des études d'ingénieur à Duisburg, une ville industrielle peu reluisante du nord du pays, avant de rejoindre Rheinmetall en 1990 où il était alors chargé de la gestion de la qualité. Il a ensuite gravi l'échelle hiérarchique de l'entreprise jusqu'à devenir PDG en 2013.

M. Papperger est un homme direct qui n'en a pas moins la réputation d'être charmant. Il emmène parfois ses clients et ses collègues chasser le cerf et le sanglier dans la forêt au centre de test de l'entreprise dans le nord de l'Allemagne. Ses invitations sont convoitées et ses visiteurs reçus dans un salon dont les murs sont bordés de têtes de cerfs.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, M. Papperger est devenu l'homme du moment et affiche des ambitions à l'avenant. Rheinmetall a annoncé des projets d'agrandissement ou de construction d'au moins huit usines dans sept pays et M. Papperger a rencontré quatre chefs d'Etat différents ces derniers mois, dont deux fois celui de l'Allemagne. Il a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky l'année dernière, troquant son traditionnel costume et foulard en soie contre un jean et un sweat à capuche.

Certaines affirmations de M. Papperger provoquent des frictions avec ses pairs.

Il a mis en colère son homologue de l'armement KNDS en affirmant l'année dernière que le nouveau char de combat Panther était entièrement une création de Rheinmetall. KNDS a précisé que le châssis du Panther était basé sur le char Leopard, que les deux entreprises fabriquent ensemble.

Les réflexions de M. Papperger ont conduit à des poursuites judiciaires, mais les deux parties se sont mises d'accord avant qu'un procès n'ait lieu. Depuis, Rheinmetall affirme que le Panther est intégralement de sa fabrication. KNDS n'a pas répondu à notre demande de commentaire.

L'initiative de Rheinmetall de s'étendre à l'étranger a, en outre, éveillé quelques curiosités. Au mois de mai, l'autorité chargée de la concurrence espagnole a déclaré que l'entreprise avait « dissimulé des informations » et « fourni [des renseignements] incomplets et trompeurs » relatifs à son acquisition d'Expal, un fabricant de munitions espagnol, en 2022.

Rheinmetall, condamné à payer une amende de 12 millions d'euros, déclare être en train d'étudier les résultats de l'enquête.

« Il peut se montrer très optimiste »

M. Papperger n'hésite pas à prendre des risques, en investissant par exemple des sommes considérables dans la recherche et le développement au lieu d'attendre de l'aide de l'Etat comme le font souvent ses homologues, explique Sash Tusa, analyste chez Agency Partners.

Il a, par exemple, développé le char Panther et fait des réserves de produits chimiques utilisés dans les explosifs au moins un an avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a conduit à une flambée de la demande d'obus d'artillerie, rapporte M. Tusa.

M. Papperger a affirmé que dès qu'il a vu des images des troupes russes massées à la frontière ukrainienne, il a préparé ses employés à la guerre.

« J'ai écouté mes tripes » a-t-il raconté à un journal allemand.

L'achat de l'espagnol Expal, peu de temps après le début de la guerre en Ukraine, s'est également révélé fort à propos. Depuis cet accord, le prix des obus de 155 mm a quadruplé, ce qui fait des munitions un des produits les plus lucratifs du secteur.

Lorsqu'il donne des objectifs financiers, M. Papperger fait souvent des prévisions qui révèlent une certaine confiance en l'avenir, rapportent les analystes.

« Il peut se montrer très optimiste » estime M. Tusa.

Rheinmetall se concentre de plus en plus sur les Etats-Unis où les entreprises européennes ont généralement du mal à s'implanter. L'année dernière, l'entreprise a décroché un contrat pour une flotte de camions militaires et aujourd'hui elle est une des deux finalistes, en concurrence avec General Dynamics, pour remplacer le blindé de combat BFV (Bradley Fighting Vehicle).

Les investisseurs en prennent bonne note. Les actions de Rheinmetall ont augmenté d'environ 450% depuis l'invasion russe de l'Ukraine, surpassant des pairs américains comme Lockheed Martin, qui connaît une augmentation de 20%, et General Dynamics, avec 40%. BAE Systems, la plus grande entreprise d'armements d'Europe, affiche une hausse tournant autour de 130%.

Dans une région où il est d'usage que les entreprises d'armement se fassent discrètes, « Rheinmetall était invisible » avant M. Papperger, affirme Nicholas Drummond, consultant spécialiste de la défense.

« Le secteur de la défense a besoin de se faire entendre parce qu'il est devenu urgent de réarmer, et lui est le visage de ce phénomène », conclut M. Drummond.

Alistair MacDonald

Georgi Kantchev et Chelsey Dulaney ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original



SIPA PRESS

Armin Papperger, PDG de Rheinmetall, est devenu incontournable du secteur de l'armement.

BOEING

Suite de la page I

pés à la retraite pour éclaircir leurs rangs ; les seniors ont donc été plus nombreux que les autres à cesser de travailler.

Depuis, les 22 millions d'emplois détruits par la crise sanitaire ont été plus que recréés. Le problème, c'est qu'une grande partie des nouvelles recrues ne sont pas qualifiées. Leur formation échoit donc aux quelques anciens toujours en poste, une situation qui a fait baisser la productivité ces dernières années, soulignent dirigeants et économistes.

Les choses sont particulièrement compliquées dans l'aviation.

Le transport aérien a figuré parmi les premiers à souffrir de la pandémie, et parmi les derniers à s'en remettre. La Covid-19 a frappé au moment où Boeing relançait la production du 737

> *« Comment transmettre un savoir à la nouvelle génération d'ouvriers si ce savoir s'acquiert par l'expérience ? »*

MAX, son best-seller qui avait été cloué au sol par deux crashs survenus en 2018 et 2019. Boeing n'a licencié personne pendant la crise sanitaire, mais un certain nombre de salariés ont décidé de partir d'eux-mêmes, et les sous-traitants de l'avionneur ont souffert du manque d'activité.

Près de la moitié des plus de 30 000 salariés de Boeing représentés par l'International Association of Machinists and Aerospace Workers ont moins de six ans d'expérience, indique le syndicat : c'est deux fois plus qu'avant la pandémie.

« Comment transmettre un savoir à la nouvelle génération d'ouvriers si ce savoir s'acquiert par l'expérience ? », s'interroge Ben Armstrong, directeur exécutif de l'Industrial Performance Center du MIT.

Contrairement à la fabrication de jouets, d'appareils électroménagers ou même de voitures, la production d'avions ou de pièces détachées exige une excellente connaissance de l'engin. Sur une ligne de montage, une seule personne peut occuper des dizaines de postes différents et passer sans problème d'une tâche à une autre.

« C'est un produit aussi gros que complexe, qui contient des dizaines de milliers de pièces », souligne Justin Welner, responsable de la formation chez Spirit AeroSystems, qui fournit les fuselages des 737 MAX à Boeing.

Tous les jours, poursuit-il, les ouvriers doivent gérer des problèmes de pièces en retard ou d'équipement qui a décidé de ne pas fonctionner comme prévu. « Pour trouver des solutions et avancer, il faut des mecs expérimentés », résume-t-il.

Chez Boeing, la question de l'expérience s'ajoute à d'autres problèmes que les dirigeants de l'avionneur et les régulateurs ont recensés dans le cadre de l'enquête qui vise à comprendre pourquoi les ouvriers de l'usine de Renton n'ont pas remplacé les boulons sur le fuselage de l'avion qui a subi une avarie le 5 janvier.

Le groupe a revu son système de primes, revient sur l'organisation du travail et envisage de racheter Spirit, le fournisseur qui, selon les dirigeants de Boeing, est à l'origine d'un certain nombre de problèmes de qualité.



Recrutements à tout va

M. Horine, 45 ans, est originaire de l'Idaho. Il a déménagé dans la région de Seattle il y a plus de vingt ans et s'était toujours dit que Boeing était hors de portée pour lui. « Quand vous entendez des gens qui travaillent chez Boeing, c'est un peu le paradis », souligne-t-il.

L'an passé, un de ses voisins lui a dit que le groupe cherchait à tout prix à recruter. M. Horine était alors salarié d'une fonderie, où il créait des moules, mais rêvait d'un emploi plus stable et mieux protégé.

Dans une offre pour un poste de mécanicien structure à l'usine de Renton, Boeing détaille la petite quinzaine de choses qu'il faudra faire, comme manipuler des lubrifiants chimiques ou utiliser un ordinateur.

L'avionneur exige des candidats qu'ils aient des notions de base d'utilisation des outils électroportatifs, ajoutant qu'une expérience d'au moins un an dans l'aéronautique ou des domaines similaires comme l'automobile ou la robotique serait un plus. L'annonce précise que le poste nécessite de travailler en hauteur, en équilibre ou accroupi, dans un espace confiné où le bruit est incessant. Le salaire va de 24,50 à 43,74 dollars de l'heure.

« Du fond de l'océan aux confins de l'espace, c'est votre travail qui fera la différence », affirme l'offre.

M. Horine, lui, a postulé en juillet dernier. Et a été embauché en août. Pendant la formation, il a été surpris de la variété des profils qui avaient été recrutés en même temps que lui : des quadragénaires comme lui, d'autres, plus vieux, qui se reconvertissaient, mais aussi des jeunes. « Des gens qui venaient de tous les horizons professionnels imaginables pour changer de vie », sourit-il.

Pour lui, fabriquer des avions, c'est une évidence : sa passion, c'est restaurer des voitures et il passe son temps à perfectionner ses compétences en mécanique. Il pensait avoir déjà vu tous les types de clés de serrage et que comprendre comment on assemble un avion serait un jeu d'enfant. Puis, pendant la formation, on lui a présenté la myriade d'outils dont il allait devoir se servir pour la longue série de tâches qui lui seraient confiées.

« J'ai mis une journée complète à comprendre comment fonctionnait la clé dynamométrique », se souvient-il. Le rivetage ? Deux semaines complètes pour réussir à assembler correctement des plaques de métal, poursuit-il. A la fin de sa formation, il se sentait prêt. Et, moins de six mois après son arrivée sur la ligne de production, il est aussi syndiqué.

Former autant de nouvelles recrues s'est pourtant révélé plus compliqué que ne l'imaginait Boeing. « Avant, on misait sur la formation continue et l'entraide entre collègues, mais les salariés expérimentés sont de moins en moins nombreux, ce qui complique les choses », regrette Mme Lund.

Début 2023, donc avant même l'affaire de l'avion Alaska Airlines, Boeing avait déjà mis une équipe sur pied pour améliorer la formation de ses ouvriers, explique-t-elle, mais la direction n'a compris l'ampleur de la perte de savoir qu'après l'incident.

JOVELLE TAMAYO FOR THE WALL STREET JOURNAL

L'an passé, rien qu'autour de Seattle, Boeing a recruté pas moins de 800 ouvriers par mois

« Faire ce qui est écrit »

Pendant les six à huit semaines pendant lesquelles Boeing a cessé d'envoyer les derniers arrivés sur les lignes de production, l'avionneur s'est demandé comment se rapprocher des ouvriers les moins qualifiés et mieux les former.

Son nouveau programme prévoit plus d'heures de formation et des tests plus réguliers pour vérifier les acquis au fur et à mesure de la progression. Les nouveaux ouvriers travaillent en tandem avec des vétérans. Au lieu de douze semaines de formation initiale, ils en suivent désormais entre dix et quatorze. De la formation aux premiers pas sous surveillance dans l'usine, le processus prend environ six mois.

Boeing essaie également de simplifier le travail. Le système informatique qui délivre les instructions a par exemple été simplifié : il ne faut plus que deux clics pour obtenir des consignes, contre sept jusque-là.

Selon Mme Lund, l'avionneur continue de plancher sur la standardisation du travail, à la fois pour simplifier l'apprentissage des métiers et pour rendre les salariés moins dépendants du savoir institutionnel.

Boeing a par exemple mis de nouvelles étapes en place pour le remplacement des portes comme celle qui s'est arrachée de l'avion d'Alaska Airlines : il exige désormais des vérifications avant toutes les pauses et à la fin de chaque journée de travail. Elles étaient déjà préconisées, mais jamais explicitement exigées. Du temps a également été prévu dans le planning des ouvriers pour qu'ils fassent ces contrôles.

Chez GE Aerospace, la standardisation des procédures a amélioré l'intégration des nouveaux ouvriers, soulignait Larry Culp, son PDG, en début d'année. Pour l'heure, le fabricant de moteurs d'avion a échappé aux problèmes de qualité qui ont frappé Boeing et ses principaux fournisseurs.

> *« On ne fabrique pas un avion de tête. Boeing essaie de ne plus fonctionner comme ça et de nous pousser à faire ce qui est écrit dans la procédure »*

Pour lui, il est indispensable « de définir la meilleure façon de faire les choses, étape par étape, puis de vérifier ce que personne ne prenne de libertés ».

M. Horine raconte d'ailleurs que les formateurs de Boeing ont insisté sur le fait que les procédures étaient faites pour être suivies à la lettre.

« On ne fabrique pas un avion de tête, résume-t-il. Boeing essaie de ne plus fonctionner comme ça et de nous pousser à faire ce qui est écrit dans la procédure. »



SIPA PRESS

Les Boeing 777X, dernier-né de l'avionneur américain, devraient entrer en service en 2025.

Problèmes avec les fournisseurs

Les pièces défectueuses de Spirit entravent Boeing depuis des années : les couacs dans la production et les problèmes de qualité du sous-traitant ont ralenti l'activité chez Boeing et empêché l'avionneur de livrer les compagnies aériennes qui lui avaient passé commande.

Dans le cas de l'avion Alaska Airlines, ce sont des rivets défectueux qui ont provoqué l'incident ; les ouvriers de Boeing, eux, avaient ouvert la porte pour une réparation.

Ces dernières années, Spirit a vu les départs en retraite s'enchaîner, et le savoir partir avec les retraités.

L'entreprise a licencié quelque 8 000 salariés depuis les crashs des 737 MAX et la crise sanitaire, dont un millier de vétérans qui ont accepté les offres de départ en retraite anticipé. Elle a réussi à ré-embaucher près de 75 % de ceux qu'elle avait remerciés, mais il restait des milliers de postes à pourvoir, indique M. Welner.

L'an passé, elle a recruté environ 2 500 personnes pour son usine de Wichita, dans le Kansas, qui fabrique le fuselage des 737 MAX ; le site compte environ 10 000 salariés. Pour étoffer ses équipes, Spirit a renoncé à exiger un minimum de deux ans d'expérience dans le secteur aérien.

« L'époque où on croulait sous les candidatures de mécaniciens expérimentés est révolue », affirme M. Welner.

Le mois dernier, Spirit a licencié 450 ouvriers en raison du ralentissement de la production chez Boeing, qui dit vouloir augmenter ses cadences d'ici à la fin de l'année.

Il y a quelques années, le sous-traitant a doublé le temps de formation de ses salariés. En huit à dix semaines, ils apprennent désormais les bases, avec un examen en fin de parcours. Ils doivent obtenir 100 % de bonnes réponses au premier ou deuxième essai pour conserver leur poste.

Spirit teste aussi un programme dans le cadre duquel les mécaniciens expérimentés travaillent avec les nouvelles recrues sur la ligne de production. L'objectif, explique M. Welner, c'est de fidéliser les ouvriers qualifiés et de profiter de leurs compétences même s'ils n'ont plus les capacités physiques nécessaires.

Mme Lund, qui doit soumettre un plan d'amélioration de la qualité à la FAA, l'aviation civile américaine, souligne que la refonte du processus de formation de Boeing reflète la nouvelle composition de sa main-d'œuvre. Elle dit avoir beaucoup appris en écoutant les ouvriers.

« Avant, on recrutait des gens qui venaient de l'armée ou du secteur aérien, ou des gens qui avaient toujours eu des métiers manuels, mais ce n'est plus du tout le cas, explique-t-elle. On a pris conscience de ce déficit de connaissances, donc on fait beaucoup plus attention à les transmettre aux personnes qu'on recrute. »

Sharon Terlep

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



JOVELLE TAMAYO FOR THE WALL STREET JOURNAL

Daniel Horine, ancien ouvrier de fonderie, a été embauché par Boeing en août.





Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16e

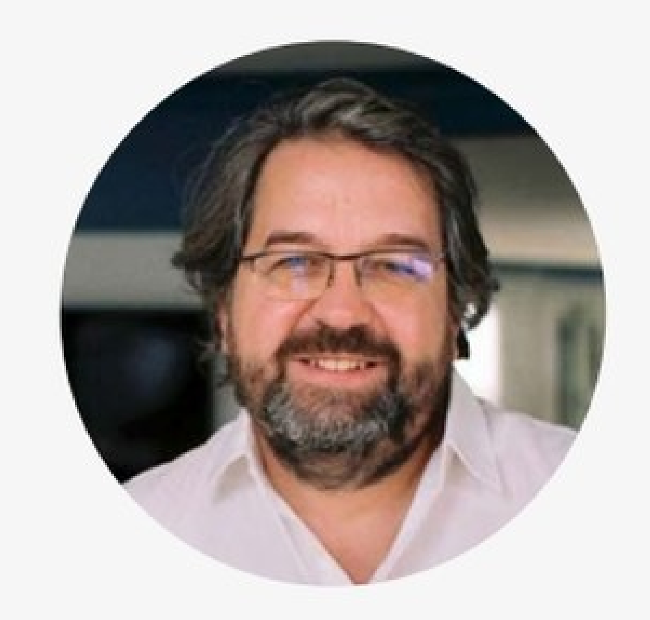
Avec la participation de :



Sébastien Abis
Directeur, club Demeter



Michel Biero
Président, Lidl France



Nicolas Chabanne
Fondateur de la démarche « C'est qui le patron ? »



Emélie Halle
Responsable de l'approvisionnement durable, Saipol



Jean-François Loiseau
Président, Intercéréales

Découvrir le programme et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :











Avec le soutien de :



